

AU CŒUR DE VOTRE CROISSANCE

RAPPORT FINANCIER
ANNUEL 2016

 **Desjardins**
Capital régional
et coopératif



LE RAPPORT FINANCIER COMPREND :

- LE RAPPORT DE GESTION
- LE RAPPORT DE LA DIRECTION
- LES ÉTATS FINANCIERS INDIVIDUELS AUDITÉS COMPLETS, INCLUANT LES NOTES ET LE RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
- LE RELEVÉ AUDITÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS
- LE RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS
- LE RÉPERTOIRE DE LA QUOTE-PART DES INVESTISSEMENTS AU COÛT EFFECTUÉS PAR DES FONDS SPÉCIALISÉS ET PARTENAIRES



CAPITAL RÉGIONAL ET COOPÉRATIF DESJARDINS

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion annuel complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers annuels complets de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD). Il explique du point de vue de la direction les résultats que CRCD a obtenus au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celui-ci.

Les rendements annuels et composés de CRCD exprimés dans le présent rapport sont nets des charges et impôts alors que les rendements par activité ou par profil d'investissement représentent des rendements avant charges et impôts.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés devrait être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de CRCD, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. CRCD n'a pas l'obligation ni l'intention de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir après la date du présent rapport.

Vous pouvez obtenir les états financiers annuels gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000, poste 5552322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8, ou en consultant notre site (capitalregional.com) ou le site de SEDAR (www.sedar.com).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière intermédiaire.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS AUX 31 DÉCEMBRE

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant CRCD et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices. Ces renseignements découlent des états financiers individuels annuels audités de CRCD. Pour les exercices 2013 à 2016, les données financières sont présentées conformément aux Normes internationales d'information financières (les « IFRS »). Les données financières de l'exercice 2012 sont présentées conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR ») alors en vigueur.

RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES

(en milliers de \$, sauf indication contraire)

	2016 (IFRS)	2015 (IFRS)	2014 (IFRS)	2013 (IFRS)	2012 (PCGR)
Produits	44 449	45 269	44 422	51 982	53 491
Gains sur investissements	78 869	64 035	42 884	10 670	42 376
Bénéfice net	85 957	74 806	49 245	24 950	53 435
Actif net	1 789 417	1 642 076	1 502 462	1 470 576	1 356 446
Actions ordinaires en circulation (nombre, en milliers)	134 944	130 183	124 665	126 165	118 243
Ratio des charges opérationnelles totales ⁽¹⁾ (%)	2,0	1,9	2,1	2,0	2,4
Ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires ⁽¹⁾ (%)	2,2	2,0	2,2	2,2	2,4
Taux de rotation du portefeuille :					
– investissements à impact économique québécois (%)	11	19	19	16	23
– autres investissements (%)	126	131	102	108	67
Ratio des frais d'opérations ⁽²⁾ (%)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nombre d'actionnaires (nombre)	104 317	102 222	96 236	100 861	103 052
Émission d'actions ordinaires	133 401	149 882	62 906	149 995	149 994
Frais d'émission d'actions ordinaires, nets des impôts afférents	1 579	1 750	764	1 739	–
Rachat d'actions ordinaires	70 438	83 324	79 501	59 075	67 410
Investissements à impact économique québécois au coût	787 142	738 596	675 355	671 547	625 414
Juste valeur des investissements à impact économique québécois	921 518	817 199	710 923	733 907	659 045
Fonds engagés mais non déboursés	189 121	171 082	193 764	227 593	142 350

⁽¹⁾ Le ratio des charges opérationnelles totales est obtenu en divisant le total des charges (avant impôts) inscrites aux états individuels du résultat global par l'actif net moyen de l'exercice, en vertu de l'article 68 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.

Le ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires est calculé de la même manière, mais en ajoutant les frais d'émission d'actions ordinaires inscrits aux états individuels des variations de l'actif net au total des charges.

⁽²⁾ Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour CRCD.

VARIATION DE L'ACTIF NET PAR ACTION ORDINAIRE

	2016 (IFRS)	2015 (IFRS)	2014 (IFRS)	2013 (IFRS)	2012 (PCGR)
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
Actif net par action ordinaire au début de l'exercice	12,61	12,05	11,66	11,47	11,02
Augmentation attribuable à l'exploitation	0,66	0,59	0,40	0,20	0,46
Intérêts, dividendes et honoraires de négociation	0,34	0,35	0,36	0,41	0,46
Charges d'exploitation	(0,26)	(0,23)	(0,25)	(0,23)	(0,28)
Impôts sur les bénéfices	(0,03)	(0,03)	(0,06)	(0,07)	(0,09)
Gains (pertes) réalisés	0,18	0,29	0,52	0,03	0,48
Gains (pertes) non réalisés	0,43	0,21	(0,17)	0,06	(0,11)
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions ordinaires	(0,01)	(0,03)	(0,01)	(0,01)	(0,01)
Actif net par action ordinaire à la fin de l'exercice	13,26	12,61	12,05	11,66	11,47

APERÇU

CRCD a clôturé son exercice 2016 avec un bénéfice net de 86,0 M\$ (74,8 M\$ en 2015), soit un rendement de 5,3 % (4,9 % en 2015), résultant en une augmentation de l'actif net par action à 13,26 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice, comparativement à 12,61 \$ à la fin de l'exercice 2015. CRCD vise un bon équilibre entre le rendement à l'actionnaire et sa mission de développement économique québécois. Rappelons que la stratégie de gestion des actifs financiers adoptée depuis plusieurs années par CRCD lui permet de bénéficier d'une bonne complémentarité entre les portefeuilles des investissements à impact économique québécois et des autres investissements et de connaître des variations plus modestes lors de fluctuations importantes des marchés. CRCD connaît d'ailleurs un rendement positif depuis les huit dernières années.

L'activité d'investissements à impact économique québécois affiche en 2016 un rendement de 12,6 %, comparativement à un rendement de 12,8 % en 2015. Au 31 décembre 2016, le coût des investissements à impact économique québécois déboursés s'élève à 787,1 M\$ dont 117,5 M\$ l'ont été durant l'exercice 2016. Au 31 décembre 2016, les fonds engagés mais non déboursés, représentant des investissements déjà convenus avec des entreprises, coopératives ou fonds et qui seront éventuellement déboursés par CRCD, se chiffrent à 189,1 M\$. Les nouveaux engagements de l'exercice s'élèvent à 135,5 M\$.

L'activité des autres investissements a généré un rendement de 2,9 % pour l'exercice 2016, comparativement à un rendement de 2,3 % pour l'exercice 2015. Au cours de l'exercice, les émissions d'actions ordinaires se sont élevées à 133,4 M\$, sur un maximum autorisé de 135 M\$. Le solde de l'émission autorisée de 1,6 M\$ a déjà été présouscrit auprès des investisseurs sélectionnés, selon le processus prévu, et les actions correspondantes seront émises d'ici le 28 février 2017. Pour leur part, les rachats d'actions ont totalisé 70,4 M\$. Le solde des actions éligibles au rachat au 31 décembre 2016 s'élève à plus de 620 M\$. L'actif net a ainsi atteint 1 789,4 M\$, en hausse de 9,0 % par rapport à l'année précédente. Le nombre d'actionnaires au 31 décembre 2016 était de 104 317.

VISION DE CRCD SUR L'ENTREPRENEURIAT QUÉBÉCOIS

Le Québec fait face à un énorme défi : celui du développement et de la croissance des entreprises existantes. Les entreprises ont tendance à demeurer trop petites et à se surendetter au détriment d'une structure de capital plus saine. Cette sous-capitalisation a des répercussions importantes sur leur performance, dont une faible productivité et un faible niveau d'activité internationale, ce qui pénalise ultimement le Québec dans sa capacité de créer et de maintenir sa juste part d'emplois à forte rémunération, des emplois nécessaires à la santé de l'économie de la province.

Dans la réalisation de sa mission, CRCD vise à se différencier et à jouer un rôle unique sur ces divers enjeux qui guident ses actions au quotidien.

CRCD SE DISTINGUE À L'AVANTAGE DE SES ENTREPRISES PARTENAIRES

Que ce soit en termes d'accompagnement, de maillage ou de formation offerts à nos entreprises partenaires ou par le développement de notre offre de produits et le partage de notre réseau d'affaires, CRCD agit sur de nombreux tableaux pour faire croître les PME et coopératives québécoises.

En réponse à une série de consultations effectuée en 2015 auprès de ses entreprises partenaires, CRCD a développé une offre innovatrice misant sur une démarche et une documentation simplifiée et moins onéreuse qui se caractérise par sa flexibilité.

Véritable catalyseur dans le processus de développement des affaires auprès de ses partenaires actuels et potentiels, CRCD visite de façon continue les entrepreneurs à travers la province afin de les informer quant aux perspectives économiques de leur région, tout en profitant de témoignages d'entrepreneurs régionaux.

Les entreprises partenaires de CRCD ont la possibilité de faire valoir leur expertise et de faire connaître leurs produits et services par l'entremise d'activités ou de plateformes de réseautage ciblant de larges auditoires. L'utilisation judicieuse de ces outils a d'ailleurs mené, depuis 2015, à la conclusion de 80 alliances ou maillages très profitables pour toutes les entreprises impliquées.

La gouvernance étant un ingrédient qui contribue à établir de solides bases à la croissance des entreprises, CRCD a de nouveau été très actif en la matière. Il offre un accompagnement stratégique à ses entreprises partenaires par l'entremise de ses administrateurs externes. Ces gens d'expérience, sélectionnés rigoureusement, sont appelés à appuyer les entreprises dans leurs décisions d'affaires. Afin d'enrichir leur rôle auprès de ces entreprises, des sessions de formation leur sont données, soit par CRCD ou par ses collaborateurs tels le Collège des administrateurs de sociétés et l'Institut des administrateurs de sociétés. Dans le même registre, notons également que plusieurs chefs d'entreprises bénéficient gracieusement de la formation offerte par l'École d'Entrepreneurship de Beauce, un autre partenaire d'importance pour CRCD.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE DE 2016

La croissance de l'économie mondiale a été modeste en 2016. Elle est estimée à seulement 2,9 %, ce qui est inférieur au résultat de 3,3 % obtenu en 2015. Ce ralentissement s'est observé à la fois au sein de certaines économies avancées et dans les principaux pays émergents.

Malgré les nouvelles préoccupantes, l'année 2016 aura été favorable pour les marchés financiers. Après une poussée d'inquiétude en début d'année, les places boursières ont rapidement pris une forte tendance haussière. Cette progression a bénéficié des importantes mesures de soutien des banques centrales ainsi que d'une remontée des prix des matières premières. La victoire de l'option du Brexit au Royaume-Uni et l'élection de Donald Trump à la présidence américaine n'ont pas freiné l'élan boursier, au contraire. Au Canada, la Bourse de Toronto a particulièrement bien fait avec un gain de 17,5 % en 2016. Après avoir généralement évolué à la baisse durant les premiers trimestres de 2016, les taux obligataires ont amorcé une remontée au second semestre, qui s'est accélérée à la suite de l'élection présidentielle américaine. La FED a relevé ses taux directeurs de 25 points de base à la toute fin de 2016 alors que la Banque du Canada a opté pour le statu quo durant toute l'année.

Le premier semestre de l'année 2016 a été décevant pour l'économie américaine. Malgré son amélioration au second semestre, elle n'aura progressé que de 1,6 % en 2016 comparativement à 2,6 % en 2015. Après quelques années de forte croissance, la création d'emplois a ralenti, mais la tendance du marché du travail est demeurée bonne.

Au Canada, après un début d'année encourageant, des événements perturbateurs sont venus entraver la croissance économique au printemps. Des feux de forêt en Alberta ont entraîné en mai une baisse importante de la production de pétrole par des méthodes non classiques. De plus, les exportations hors énergie ont été affectées par un affaiblissement temporaire de la demande américaine. Dans ces conditions, le PIB réel canadien a reculé au deuxième trimestre, perdant ainsi une partie du gain réalisé au premier trimestre. Le retour graduel à la normale dans la production de pétrole, combiné à la reprise de la tendance haussière des exportations hors énergie, a permis un rebond de l'économie canadienne au troisième trimestre. Le PIB réel canadien devrait croître d'environ 1,3 % pour l'ensemble de l'année 2016, soit une progression semblable à celle de 2015. De tels résultats peuvent paraître décevants de prime abord, mais ils ne sont en fait que légèrement inférieurs au potentiel de croissance de l'économie canadienne, qui est actuellement estimé aux alentours de 1,5 % par la Banque du Canada.

Au Québec, la croissance économique s'est accélérée en 2016. En effet, la progression du PIB réel est estimée à 1,7 %, comparativement à une progression de 1,2 % enregistrée en 2015. Les dépenses de consommation sont à l'origine de cette croissance. Les investissements des entreprises sont demeurés anémiques. Enfin, le secteur extérieur n'a pas connu le regain escompté puisque les exportations internationales ont subi les contrecoups du manque de vigueur de l'économie américaine.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2017

Si le programme du président Trump parvient à stimuler l'activité économique et l'inflation au cours des prochains trimestres, la FED devrait continuer d'augmenter graduellement ses taux directeurs. Les taux obligataires nord-américains devraient poursuivre leur remontée en 2017,

tout en demeurant relativement bas d'un point de vue historique. La Banque du Canada est dans une position difficile. Une demande américaine plus forte pourrait être favorable à l'économie canadienne, mais la possibilité d'entraves aux échanges commerciaux canado-américains représente un risque majeur. Le dollar canadien devrait faiblir légèrement. Le scénario le plus probable est que le long statu quo de la politique monétaire canadienne se poursuive, au moins jusqu'en 2018. La remontée des profits et les baisses d'impôts attendues pour les ménages et les entreprises aux États-Unis devraient permettre aux places boursières nord-américaines d'enregistrer une autre progression en 2017, malgré la remontée des taux d'intérêt.

La croissance économique mondiale devrait être un peu plus forte en 2017. Certains des facteurs qui ont ralenti la croissance des pays émergents, notamment au Brésil et en Russie, se sont déjà partiellement estompés. On prévoit cependant que l'économie chinoise devrait ralentir de nouveau, mais de façon modeste. On s'attend à ce que l'incertitude liée au Brexit freine davantage l'économie britannique. Rappelons que les négociations avec l'Union européenne ne sont pas encore formellement entamées et qu'elles devraient s'étendre sur deux ans. Le commerce mondial pourrait évoluer selon les tendances protectionnistes de l'administration Trump. Toutefois, à court terme, une accélération temporaire de la demande intérieure américaine pourrait favoriser l'économie globale.

Aux États-Unis, l'évolution de la croissance économique dépendra beaucoup des projets du nouveau président. Les baisses d'impôt proposées, ainsi que les nouveaux investissements en infrastructures devraient appuyer la croissance à court terme grâce à une hausse du revenu disponible et à une augmentation des dépenses fédérales. L'effet net de ces mesures demeure toutefois difficile à évaluer. Leurs coûts budgétaires, qui impliquent avec des hypothèses réalistes un gonflement de la dette et des déficits, pourraient inquiéter les contribuables et les investisseurs et en minimiser l'effet positif. De plus, si la nouvelle administration et le Congrès vont de l'avant avec les propositions sur les restrictions à l'immigration ainsi qu'avec un durcissement des relations commerciales internationales, la croissance économique devrait ralentir.

Au Canada, la croissance économique devrait s'accélérer en 2017 grâce à plusieurs facteurs favorables. La tendance haussière des exportations devrait se poursuivre conformément à la hausse anticipée de la demande étrangère, en particulier en provenance des États-Unis. De plus, la valeur du dollar devrait demeurer sous la barre des 80 ¢ US, ce qui continuerait de favoriser les exportations canadiennes. La stabilisation des prix du pétrole devrait également freiner la baisse des investissements dans le secteur de l'énergie. Le programme de relance du gouvernement fédéral pourrait aussi stimuler la croissance économique en 2017. En outre, les dépenses en infrastructures devraient s'accroître significativement durant l'année. En Alberta, la reconstruction des habitations détruites par les feux de forêt dans la région de Fort McMurray devrait accroître les investissements résidentiels. L'économie canadienne pourrait cependant être affectée en 2017 par certaines mesures et incertitudes. D'une part, un ralentissement du marché de l'habitation est prévu en Colombie-Britannique, en Ontario ainsi que dans la plupart des autres provinces en raison notamment de l'incidence des nouvelles mesures fédérales de restriction sur le crédit hypothécaire. D'autre part le protectionnisme américain pourrait s'accroître avec l'élection de M. Trump à la présidence, ce qui pourrait affecter les exportations canadiennes vers les États-Unis. En tenant compte de tous ces éléments, une croissance du PIB réel canadien de 1,9 % est prévue pour 2017.

Au Québec, l'année 2017 s'annonce prometteuse. La faiblesse du dollar canadien, l'accélération prévue de la croissance de l'économie américaine et la progression soutenue de celle de l'Ontario devraient avantager le commerce extérieur. Cependant, à l'instar du Canada, si l'élection du nouveau président américain se traduit, comme celui-ci l'a répété en campagne, par un plus grand protectionnisme américain, cela pourrait nuire aux exportations vers les États-Unis. Du côté des investissements des entreprises, ils devraient reprendre de la vigueur, alors que ceux des administrations publiques pourraient avoir une contribution plus positive à la suite de l'atteinte de l'équilibre budgétaire au niveau provincial. À cet égard, notons que la situation financière du gouvernement du Québec s'est passablement bonifiée. En effet, après avoir atteint l'équilibre lors de l'exercice 2015-2016, l'équilibre budgétaire devrait se poursuivre pour les exercices 2016-2017 à 2020-2021. De plus, l'amélioration du marché du travail, où l'on devrait observer une création d'emplois et un taux de chômage à la baisse, favoriserait les dépenses de consommation des ménages. Par conséquent, le PIB réel pourrait afficher une hausse de 1,7 % en 2017.

ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

RÉSULTAT NET ET RENDEMENT DE CRCD

CRCD affiche un bénéfice net de 86,0 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, soit un rendement de 5,3 %, comparativement à un bénéfice net de 74,8 M\$ (rendement de 4,9 %) pour l'exercice précédent. L'actif net par action augmente ainsi à 13,26 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice, comparativement à 12,61 \$ à la fin de l'exercice 2015. À titre indicatif, au prix de 13,26 \$ entrant en vigueur le 16 février 2017, un actionnaire ayant investi sept ans auparavant, obtiendrait un rendement annuel de plus de 12,4 % net d'impôts, compte tenu du crédit d'impôt obtenu de 50 % conformément au taux applicable le 18 février 2010.

Les résultats de CRCD proviennent essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres

investissements qui ont généré des rendements respectifs de 12,6 % et de 2,9 %, alors que les charges, nettes des frais d'administration perçus, ainsi que les impôts représentent un impact de 2,5 % sur le rendement de CRCD.

La stratégie de gestion des actifs financiers adoptée par CRCD lui permet de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré à long terme, tout en lui permettant de réaliser pleinement sa contribution au développement économique du Québec. En période de fluctuations importantes des marchés, CRCD devrait ainsi connaître des variations plus modestes.

INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

Des investissements de 119,8 M\$ et des cessions de 92,3 M\$ ont été réalisés pour un solde net de 27,5 M\$. Ces investissements nets, combinés à des gains nets réalisés et non réalisés de 76,1 M\$, ont porté la juste valeur du portefeuille d'investissements, incluant les contrats de change, à 921,2 M\$ au 31 décembre 2016 (817,6 M\$ au 31 décembre 2015). La somme des investissements réalisés au cours de l'exercice de 119,8 M\$ est principalement attribuable aux investissements faits dans quatre entreprises pour un montant global de 58,8 M\$, ainsi que dans les fonds constituant l'écosystème entrepreneurial, tel que décrit plus loin, pour un montant de 35,9 M\$.

L'activité d'investissements à impact économique québécois doit également être mesurée en y incluant les fonds engagés mais non déboursés qui se soldent à 189,1 M\$ au 31 décembre 2016, comparativement à 171,1 M\$ au 31 décembre 2015. Les engagements totaux au coût au 31 décembre 2016 s'élevaient à 976,3 M\$ dans 97 entreprises, coopératives et fonds, dont 787,1 M\$ ont été déboursés. Au 31 décembre 2016, CRCD, fort de l'appui de son écosystème entrepreneurial, soutient directement la croissance de 417 entreprises, coopératives et fonds.

Des billets à payer et passifs financiers d'une juste valeur de 25,2 M\$ (26,3 M\$ au 31 décembre 2015) découlent en grande partie de l'acquisition, le 30 novembre 2010, de certains investissements de Desjardins Capital de risque, s.e.c. Cette juste valeur est ajustée en fonction de l'évolution de la juste valeur de ces investissements détenus par CRCD. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2016, CRCD a remboursé des billets d'une valeur de 0,5 M\$ et la juste valeur des billets et passifs financiers a été ajustée à la baisse de 0,6 M\$, à la suite de baisses de valeurs constatées sur les investissements sous-jacents.

RENDEMENT PAR ACTIVITÉ	2016				2015			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)
Activités liées aux investissements à impact économique québécois *	872	51,4	12,6	6,4	766	49,2	12,8	6,1
Autres investissements et encaisse	825	48,6	2,9	1,4	792	50,8	2,3	1,2
	1 697	100,0	7,8	7,8	1 558	100,0	7,3	7,3
Charges, nettes des frais d'administration			(2,3)	(2,3)			(2,1)	(2,1)
Impôts sur les bénéfices			(0,2)	(0,2)			(0,3)	(0,3)
Rendement de CRCD			5,3	5,3			4,9	4,9

* Inclut les investissements à impact économique québécois, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements, les billets à payer et les contrats de change.

Pour l'année 2016, l'activité d'investissements à impact économique québécois a généré une contribution de 102,6 M\$, soit un rendement de 12,6 %, comparativement à 93,3 M\$ en 2015 (rendement de 12,8 %).

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS (en milliers de \$)	2016	2015
Produits	26 243	28 234
Gains et pertes	76 394	65 076
	102 637	93 310

Les produits, composés d'intérêts, de dividendes et d'honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois, assurent une base solide de revenus favorisant la rentabilité globale du portefeuille. Les honoraires de négociation représentant 2,8 M\$ pour l'exercice 2016 (3,2 M\$ en 2015), sont gagnés par Desjardins Capital de risque inc. (DCR), le gestionnaire, et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion versés à DCR par CRCD. Ces honoraires de négociation sont considérés dans la contribution générée par les investissements à impact économique québécois, puisqu'ils font partie de l'analyse de rentabilité de ces investissements. Le profil des investissements détenus par CRCD évolue et les sommes allouées aux fonds de son écosystème prennent de plus en plus d'ampleur (voir la section suivante pour plus de détails). Ainsi, en plus des produits générés par CRCD, des produits sont générés par les investissements détenus par ces fonds de l'écosystème. Ces produits, dont la quote-part de CRCD se chiffre à 14,3 M\$ pour l'exercice 2016 (11,8 M\$ en 2015), sont présentés comme « Gains et pertes », puisqu'ils contribuent positivement à la variation de la juste valeur de la participation de CRCD dans ces fonds.

CRCD comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées chaque année, soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre.

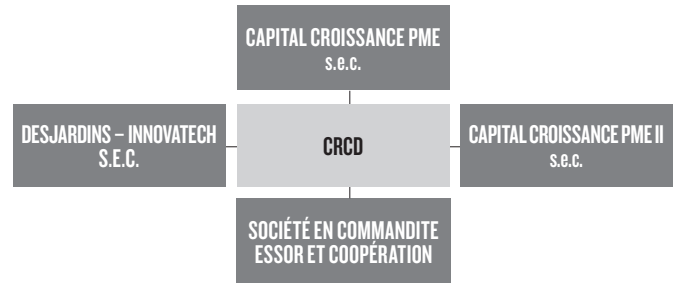
CRCD a enregistré, aux résultats de l'exercice, un gain réalisé et non réalisé de 76,4 M\$ comparativement à un gain de 65,1 M\$ pour l'exercice 2015. Pour plus de détails, se référer à la sous-section « Rendement de l'écosystème entrepreneurial » de la section suivante.

Au 31 décembre 2016, le profil de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois s'est maintenu comparativement à celui observé au 31 décembre 2015, tel que présenté à la section « Risque de crédit et de contrepartie ».

ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL

En plus d'investir directement dans des entreprises québécoises, CRCD joue son rôle de développement économique par le biais d'investissements réalisés par divers fonds qu'il a contribué à créer, et ayant chacun sa mission spécifique. Ceci permet à CRCD de profiter d'un effet de levier en allant chercher des capitaux auprès de différents partenaires, augmentant ainsi son impact positif sur l'économie du Québec.

Principaux fonds de l'écosystème entrepreneurial



Ces fonds, également gérés par le gestionnaire de CRCD, DCR, sont :

- Le fonds Capital croissance PME s.e.c. (CCPME), créé le 1^{er} juillet 2010, a comme objectif principal d'investir dans des petites et moyennes entreprises du Québec essentiellement sous forme de titres d'emprunt subordonnés et pour des montants ne dépassant pas 5 M\$. CRCD et la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), en tant que commanditaires de ce fonds, se sont engagés à y investir, à parts égales, une somme maximale totale de 220 M\$. Au 31 décembre 2016, CRCD avait déboursé 104,2 M\$ sur son engagement total de 110 M\$. La période d'investissement de CCPME ayant pris fin le 31 décembre 2013, les fonds engagés mais non déboursés, totalisant 5,8 M\$, serviront à effectuer des réinvestissements et à payer les dépenses courantes du fonds jusqu'à sa date de dissolution prévue le 1^{er} juillet 2021. Au 31 décembre 2016, un total de 126 entreprises et fonds bénéficiaient de 75,1 M\$ engagés par CCPME. Depuis sa création, ce fonds a engagé un total de 191,0 M\$ dans 184 entreprises.
- Le renouvellement de l'entente de partenariat avec la CDPQ a donné naissance, le 1^{er} janvier 2014, au fonds Capital croissance PME II s.e.c. (CCPME II). Un montant de 230 M\$ additionnels, dont la majorité est investie sur une période de trois ans, permet aux deux partenaires de continuer à appuyer les petites et moyennes entreprises du Québec. En 2016, une entente entre les deux partenaires a permis d'ajouter 90 M\$ pour un montant maximal de 320 M\$ afin d'allonger la période d'investissement jusqu'au 31 décembre 2017. Le taux de participation de CRCD dans le fonds CCPME II est de 50 %. Au 31 décembre 2016, CRCD avait déboursé 91,5 M\$ sur son engagement total de 160 M\$. Aussi, un total de 170 entreprises et fonds bénéficiaient de 164,7 M\$ engagés par CCPME II à pareille date. Depuis sa création, ce fonds a engagé un total de 183,2 M\$ dans 176 entreprises.
- CRCD est aussi commanditaire du fonds Desjardins – Innovatech S.E.C. (DI). DI s'est engagé à injecter un total de 85 M\$ afin d'appuyer les entreprises technologiques ou innovantes québécoises à chacune des phases de leur développement. DI a contribué à la mise en place d'accélérateurs d'entreprises innovantes, en partenariat avec des organismes spécialisés localisés dans différentes régions du Québec, permettant ainsi d'accompagner les entreprises du stade embryonnaire à la commercialisation. Au 31 décembre 2016, un total de 54 entreprises et fonds bénéficiaient de 68,5 M\$ engagés par DI. Le taux de participation de CRCD dans le fonds DI est de 54,5 %.
- Le fonds Société en commandite Essor et Coopération (Essor et Coopération), créé le 1^{er} janvier 2013, a pour objectif d'appuyer la création, la croissance ainsi que la capitalisation des coopératives au Québec. Au deuxième semestre de 2016, la convention de société a été amendée afin d'inclure l'ajout de trois commanditaires, issus du milieu des coopératives, faisant ainsi passer le taux de participation de CRCD à 94,6% pour l'année 2016. Depuis la création du fonds Essor et Coopération, CRCD a déboursé 26,6 M\$ sur son engagement total de 85 M\$. Au 31 décembre 2016, un total de 16 coopératives bénéficiaient de 30,0 M\$ engagés par Essor et Coopération.

Au total, ce sont 417 entreprises, coopératives et fonds évoluant dans divers secteurs d'activité et issus de toutes les régions du Québec qui bénéficiaient de 1 016,2 M\$ engagés par CRCD et son écosystème, tout en contribuant au maintien et à la création de plus de 71 300 emplois, au 31 décembre 2016. De ce nombre, un total de 21 coopératives bénéficiaient d'engagements de 165,0 M\$ par CRCD et son écosystème.

Compte tenu de l'ampleur des sommes allouées à ces fonds et afin de mieux gérer et suivre ses activités, CRCD considère l'évolution de sa répartition d'actif ainsi que de sa performance en fonction de profils d'investissement.

Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par CRCD avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur quote-part respective revenant à CRCD.

Les profils d'investissement liés à l'activité « investissements à impact économique québécois » sont :

- « Dette » : investissements sous forme d'avances et/ou de prêts principalement non garantis et/ou d'actions privilégiées;
- « Équité » : investissements comportant des actions ordinaires qui peuvent être jumelées à des avances et/ou des prêts principalement non garantis dans des sociétés autres que celles présentées dans le profil « Capital de risque »;
- « Fonds externes » : investissements dans des fonds qui ne font pas partie de l'écosystème entrepreneurial de CRCD;
- « Capital de risque » : investissements dans des entreprises spécialisées en innovations technologiques.

Rendement de l'écosystème entrepreneurial

La bonne performance de l'écosystème entrepreneurial s'explique par les profils d'investissement « Équité » et « Dette » qui affichent des rendements respectifs de 15,9 % et 9,4 %. Ces rendements découlent de l'amélioration de la rentabilité de plusieurs entreprises en portefeuille et compte tenu du volume important d'actifs alloués à ces profils, ils contribuent majoritairement au rendement de 12,6 % de l'écosystème en 2016. Les profils d'investissement « Fonds externes » et « Capital de risque » présentent également des rendements positifs mais ont un impact plus limité sur le rendement total du portefeuille en raison de leur taille.

AUTRES INVESTISSEMENTS

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

Ce portefeuille, composé essentiellement d'obligations, d'instruments de marché monétaire, de fonds immobilier, de fonds d'actions mondiales et d'actions privilégiées, procure une solide base de revenus courants à CRCD et assure la disponibilité des liquidités nécessaires aux rachats d'actions ordinaires et aux investissements.

Au 31 décembre 2016, le portefeuille des autres investissements de CRCD, incluant l'encaisse mais excluant les contrats de change, totalisait 844,6 M\$, comparativement à 792,1 M\$ au 31 décembre 2015. Ce portefeuille, composé principalement d'actifs liquides incluant des titres à revenus fixes et des fonds d'actions mondiales, assure une saine diversification. Au 31 décembre 2016, 68 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale (70 % au 31 décembre 2015).

La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 47 % au terme de l'exercice 2016 (49 % au 31 décembre 2015). Les fonds engagés mais non déboursés de 189,1 M\$, représentant 11 % de l'actif net, seront éventuellement tirés du portefeuille des autres investissements de CRCD, pour être attribués à l'activité d'investissements à impact économique québécois.

CRCD prévoit que la proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total devrait à long terme se situer près de 35 %. Ceci permettra d'augmenter la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

CRCD met en place des stratégies de gestion du portefeuille des autres investissements afin d'optimiser le rendement potentiel, tout en préservant les actifs liquides nécessaires pour pallier les besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires, ainsi que des investissements à impact économique québécois qu'il prévoit effectuer.

RENDEMENT PAR PROFIL D'INVESTISSEMENT	2016				2015			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)
Dette	276	16,3	9,4	1,6	255	16,4	8,2	1,3
Équité	486	28,6	15,9	4,2	397	25,5	10,0	2,4
Fonds externes	66	3,9	11,9	0,5	51	3,2	96,3	2,4
Capital de risque	26	1,5	4,3	0,1	29	1,9	0,6	0,0
Sous-total Profils d'investissement	854	50,3	13,0	6,4	732	47,0	13,7	6,1
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	18	1,1	(0,5)	0,0	34	2,2	0,9	0,0
Total Écosystème	872	51,4	12,6	6,4	766	49,2	12,8	6,1

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES AUTRES INVESTISSEMENTS (en milliers de \$)	2016	2015
Produits	20 489	19 457
Gains et pertes	2 475	(1 041)
	22 964	18 416

Les produits sont composés principalement des intérêts, des dividendes, des distributions et des activités de négociation sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition.

Les autres investissements ont eu une contribution de 23,0 M\$ pour l'exercice 2016, comparativement à une contribution de 18,4 M\$ en 2015. Les produits courants sont légèrement à la hausse comparativement à 2015, les distributions perçues dans les fonds d'actions mondiales et les fonds immobilier qui ont connu une croissance de leurs actifs ayant plus que compensé la baisse des revenus d'intérêts découlant de la réduction de la pondération accordée au portefeuille obligataire au cours de l'exercice.

Pour l'exercice 2016, CRCD a enregistré un gain sur son portefeuille des autres investissements de 2,5 M\$. D'une part, le portefeuille de fonds d'actions mondiales a enregistré un gain de 2,5 M\$ dans un marché en pleine croissance et volatile. Notons également la bonne performance du portefeuille de fonds immobilier qui a généré un gain de 1,2 M\$.

D'un autre côté, le portefeuille d'actions privilégiées a enregistré une perte de 0,3 M\$ et le secteur a connu une grande volatilité au cours de l'exercice 2016. Compte tenu que les perspectives futures de cette catégorie d'actifs sont moins attrayantes, ce portefeuille sera graduellement transféré en fonds d'actions canadiennes à faible volatilité à la fin de l'exercice 2017.

Le portefeuille obligataire a quant à lui enregistré une perte de 0,9 M\$ qui s'explique principalement par la hausse des taux obligataires au cours de l'année. Ainsi, les obligations types du gouvernement canadien d'une durée de 5 ans affichent un rendement à l'échéance de 1,11 % au 31 décembre 2016, à la suite d'une hausse de 38 points de base pour l'exercice 2016.

Au cours des dernières années, la juste valeur du portefeuille obligataire a bénéficié des baisses répétées de taux d'intérêt. La remontée actuelle de ces taux a eu un impact négatif sur les variations de valeur non réalisées au cours de l'exercice. La stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD vise une diversification des risques de marchés du portefeuille des autres investissements par l'entremise de titres canadiens et mondiaux qui ne sont pas sur le marché obligataire. De plus, CRCD vise un appariement de l'échéance moyenne du portefeuille obligataire avec celle des besoins de liquidités prévus, atténuant du même coup les effets à long terme des fluctuations des taux obligataires sur les résultats de CRCD.

SOUSCRIPTION

CRCD offre de souscrire à ses actions ordinaires uniquement à travers le réseau des caisses Desjardins du Québec.

Au 28 février 2014, CRCD a atteint son plafond de capitalisation. Malgré les dispositions de sa loi constitutive, le ministre des Finances du Québec, dans son Discours du budget prononcé le 17 mars 2016, a autorisé exceptionnellement CRCD à recueillir un montant maximal de 135 M\$ pour chacune des périodes de capitalisation, s'échelonnant du 1^{er} mars 2016 au 28 février 2017 et du 1^{er} mars 2017 au 28 février 2018. Le taux du crédit d'impôt provincial octroyé par le gouvernement du Québec pour l'acquisition d'actions a été fixé à 40 %.

Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquérir des actions de CRCD, le montant maximum annuel alloué par investisseur a été établi à 3 000 \$, ce qui procure un crédit d'impôt de 1 200 \$.

Ce crédit d'impôt était de 45 % à l'égard des actions acquises du 1^{er} mars 2014 au 29 février 2016 inclusivement, de 50 % pour les actions acquises du 10 novembre 2007 au 28 février 2014 inclusivement et antérieurement au 24 mars 2006, et de 35 % pour les actions acquises du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 inclusivement.

La période de détention minimale des actions de CRCD, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat, est de sept ans jour pour jour de la date d'achat. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par CRCD en cas de non-respect des montants d'émission autorisés et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect. Pour les exercices 2016 et 2015, aucun impôt spécial n'a été payé.

Au 31 décembre 2016, le capital-actions de CRCD s'élève à 1 434,7 M\$ pour 134 943 941 actions ordinaires en circulation.

Au cours de l'exercice 2016, CRCD a recueilli 133,4 M\$, soit la quasi-totalité du maximum autorisé de 135 M\$ pour son émission 2016. Le solde de l'émission autorisée de 1,6 M\$ a déjà été présouscrit auprès des investisseurs sélectionnés, selon le processus prévu, et les actions correspondantes seront émises d'ici le 28 février 2017. À titre comparatif, en 2015, CRCD avait recueilli le maximum autorisé qui s'élevait à 150 M\$ pour cette émission.

Pour l'exercice 2016, les rachats d'actions ordinaires se sont élevés à 70,4 M\$ (83,3 M\$ en 2015).

Au 31 décembre 2016, le solde des actions éligibles au rachat s'élève à plus de 620 M\$. Au cours de la prochaine année, des actions additionnelles d'une valeur approximative de 244 M\$ deviendront également éligibles au rachat pour un potentiel d'environ 864 M\$ pour l'exercice 2017. CRCD est d'avis que les conditions économiques en vigueur, et plus particulièrement la faiblesse des taux d'intérêt, ont une influence sur le volume limité de rachats observé au cours des dernières années.

Les souscriptions et les rachats de l'exercice 2016 ont porté le nombre d'actionnaires à 104 317 au 31 décembre 2016, comparativement à 102 222 au 31 décembre 2015.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

CHARGES ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

CHARGES (en milliers de \$)	2016	2015
Frais de gestion	27 293	25 431
Autres frais d'exploitation	4 989	2 690
Services aux actionnaires	2 144	2 099
	34 426	30 220

CRCD a retenu les services de DCR et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par son conseil d'administration. La convention de gestion d'une durée de cinq ans est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Elle prévoit la facturation de frais distincts pour la contribution du réseau des caisses Desjardins dans la distribution des actions de CRCD. Les honoraires de négociation, représentant 2,8 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, sont gagnés par DCR et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion de CRCD.

Pour l'exercice financier 2016, CRCD a versé à DCR des frais de gestion annuels équivalant à 2,02 % de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements, moins un ajustement de 1,65 M\$. Cet ajustement, octroyé dans un contexte où une négociation des frais de gestion est actuellement en cours pour les années 2017 et suivantes, visait notamment à refléter les économies d'échelle réalisées par DCR liées à la croissance des actifs de CRCD ainsi qu'à l'augmentation du solde des actions de CRCD éligibles au rachat au cours des dernières années. Un ajustement aux frais de gestion est également apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans certains fonds.

La hausse des autres frais d'exploitation de 2,3 M\$ s'explique principalement par les honoraires liés au projet d'automatisation des processus liés à la distribution des actions de CRCD, les frais en relation avec la planification stratégique triennale de CRCD ainsi que les investissements en technologies de l'information.

CRCD a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de CRCD, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2016 et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2020.

CRCD a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Cette convention est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2016 et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2020. CRCD s'est engagé jusqu'au 31 décembre 2017 à verser des honoraires annuels et, si requis, des honoraires de projet afin de réaliser les travaux pour faire évoluer les outils et les applications supportant le processus de distribution des actions.

Les impôts sur les bénéficiaires s'élèvent à 2,9 M\$ pour l'exercice 2016 comparativement à 4,3 M\$ pour l'exercice précédent. La nature des produits a une influence importante puisque, contrairement aux revenus d'intérêts, les dividendes ne sont généralement pas imposables et le gain en capital bénéficie de déductions et de mécanismes de remboursements d'impôts.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour l'exercice 2016, les entrées de liquidités liées aux souscriptions nettes des rachats et des frais d'émission s'élèvent à 63,0 M\$ (entrées de liquidités de 62,4 M\$ en 2015). Les activités opérationnelles ont généré une utilisation nette de liquidités de 76,4 M\$, comparativement à une utilisation nette de liquidités de 82,3 M\$ en 2015.

Les déboursés liés aux investissements à impact économique québécois sont de 117,5 M\$ pour l'exercice 2016 (168,5 M\$ en 2015). Le portefeuille des autres investissements affiche une utilisation nette de fonds de 46,3 M\$ pour l'exercice 2016, comparativement à des acquisitions nettes de fonds de 63,9 M\$ pour l'exercice 2015.

Au 31 décembre 2016, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 19,1 M\$ (32,6 M\$ au 31 décembre 2015).

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 50 M\$ au 31 décembre 2016 (10 M\$ au 31 décembre 2015). Dans l'éventualité où les besoins de fonds

excéderaient les anticipations, cette marge pourrait être utilisée, sur une base temporaire, pour faire face aux obligations de CRCD. Cette latitude supplémentaire permet d'optimiser le niveau d'actifs liquides conservé tout en réduisant les risques de devoir disposer rapidement d'actifs à des conditions potentiellement moins avantageuses. Cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours des exercices 2016 et 2015.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne des obligations détenues est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, CRCD n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen terme et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions émises depuis au moins sept ans pour les actionnaires qui en feront la demande.

MISSION, VISION, PRIORITÉS STRATÉGIQUES ET STRATÉGIES DE CRCD

CRCD a vu le jour le 1^{er} juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la *Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins* adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. CRCD a été constitué à l'initiative du Mouvement Desjardins. Le gestionnaire, DCR, assure la gestion de ses activités.

MISSION

CRCD travaille à valoriser et garder le meilleur de l'entrepreneuriat québécois, car c'est une richesse collective qui nous appartient. Dans cet esprit, la mission de CRCD s'énonce ainsi :

Activer l'entrepreneuriat d'ici en privilégiant la propriété québécoise et en se prolongeant dans les générations à venir, afin d'accroître notre richesse collective. En créant des passerelles vers demain, nous contribuons ensemble à la vitalité de toute une économie.

VISION ET PRIORITÉS STRATÉGIQUES DE CRCD

Des travaux de planification stratégique ont été entrepris dès le début de 2016 et se sont poursuivis tout au long de l'exercice. Ces travaux ont comporté des consultations auprès des diverses parties prenantes, y incluant des sondages auprès des actionnaires et auprès des entrepreneurs partenaires, ainsi que plusieurs rencontres entre le conseil d'administration de CRCD et le comité de direction de DCR. Cette démarche a permis d'actualiser la vision de CRCD, d'identifier les enjeux et les opportunités à saisir et d'établir les priorités stratégiques des trois prochaines années. Le nouveau plan stratégique 2017-2019, qui s'inscrit dans la continuité du plan stratégique 2013-2016, a été approuvé par le conseil d'administration de CRCD en fin d'exercice 2016.

La vision de CRCD est d'être « Premier dans le cœur des entrepreneurs : la référence pour les PME ».

Pour ce faire, CRCD continuera de conserver et maintenir les emplois et la propriété d'entreprises au Québec de même que de mettre en place des initiatives à l'avantage de ses partenaires.

La réalisation de la mission et la vision de CRCD s'appuient également sur les cinq priorités stratégiques suivantes pour 2017-2019 :

- Assurer la disponibilité de capitaux à long terme suffisants à la réalisation de la mission de CRCD ;
- Prendre avantage de la force du Mouvement Desjardins afin d'accentuer le leadership socio-économique de CRCD ;
- Accroître la notoriété auprès des entrepreneurs de PME et la visibilité auprès de la communauté d'affaires ;
- Accroître la capacité d'innovation et aller au-devant des besoins des entrepreneurs pour maintenir une offre distinctive ;
- Accroître l'impact de CRCD, notamment dans les régions ressources, auprès des coopératives, auprès des entreprises innovantes et dans de nouveaux segments de marché.

STRATÉGIES

DCR regroupe ses équipes de manière à se doter d'une structure optimale en termes d'efficacité et de contrôle des frais de gestion. Ce regroupement administratif vise à répondre adéquatement au mandat de développement des régions et des coopératives, ainsi qu'à celui du développement économique du Québec en général.

Comme décrit précédemment, afin de mieux gérer ses activités, CRCD suit l'évolution de sa répartition d'actif ainsi que de sa performance en fonction de profils d'investissement. Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par CRCD avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur taux de participation respectif.

CRCD vise un équilibre entre sa mission de développement économique régional et un rendement raisonnable à long terme pour ses actionnaires. En utilisant une approche globale de gestion de ses actifs financiers, CRCD considère son portefeuille d'investissements à impact économique québécois et son portefeuille des autres investissements de façon conjointe. Cette approche de gestion permet à CRCD d'obtenir un portefeuille global équilibré et de limiter la volatilité du prix de l'action selon différents scénarios économiques possibles tout au long de la période de détention.

Pour ce faire, la stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD se décline ainsi :

- Les actifs financiers de CRCD sont gérés de manière intégrée et globale, ce qui signifie que la répartition d'actif cible doit être structurée de façon à réduire les risques inhérents à certaines catégories d'actif des portefeuilles d'investissements par la diversification.
- L'objectif est d'optimiser le rapport rendement/risque après impôts et taxes des actifs financiers de CRCD, et ce, dans le respect de son rôle en tant qu'agent de développement économique, de limiter la volatilité semestrielle du prix de l'action et de procurer aux actionnaires un rendement raisonnable.
- Une partie suffisante des actifs financiers de CRCD doit être investie dans des titres liquides afin de répondre aux demandes de rachats d'actions de CRCD en excédent de ses émissions d'actions.
- Une partie suffisante des actifs financiers de CRCD doit être investie dans des titres générant un revenu courant afin d'assumer les charges de CRCD.

Finalement, CRCD doit réaliser sa mission à l'intérieur de certaines règles dont investir 61 % de son actif net moyen dans les entreprises québécoises admissibles. Ce pourcentage est progressivement augmenté de 1 % par année pour atteindre 65 % pour les années financières commençant après le 31 décembre 2019. Également, 35 % de ces investissements admissibles doivent être effectués dans les régions ressources du Québec ou dans les coopératives admissibles. Si ces normes n'étaient pas respectées, l'émission de capital autorisée pourrait être réduite pour la période de capitalisation suivant la fin d'exercice. Aux 31 décembre 2016 et 2015, ces règles étaient toutes respectées.

GESTION DES RISQUES

GOVERNANCE DES RISQUES

Le conseil d'administration (« le conseil ») est composé de treize administrateurs, dont une majorité sont indépendants, et sa présidence est assurée par un administrateur indépendant. Le conseil administre les affaires de CRCD et voit à la réalisation de la mission. À ce titre, ses principales fonctions sont de deux ordres : l'orientation et la surveillance de l'ensemble des activités et des risques de CRCD.

Ses fonctions d'orientation consistent notamment à s'assurer du respect de la mission de CRCD et à approuver les grandes orientations stratégiques. Quant à ses fonctions de surveillance, elles sont, entre autres, de s'assurer que les risques importants soient encadrés par les différents comités et de surveiller le risque stratégique et le risque de réputation lié à l'investissement.

Pour ce faire, le conseil est appuyé par huit comités qui lui font régulièrement rapport et lui formulent les recommandations appropriées. De son côté, le gestionnaire rend compte des activités imparties par l'entremise des membres de sa direction qui assistent aux réunions du conseil et des comités.

Outre les mandats spécifiques confiés à l'occasion par le conseil, les principales responsabilités des comités sont présentées ci-après.

Comité exécutif

Le comité exécutif est composé de six administrateurs dont la majorité sont indépendants. Il a l'autorité d'exercer tous les pouvoirs du conseil, sauf ceux qui, en vertu de la loi constitutive, doivent être exercés exclusivement par le conseil ou ceux que celui-ci se réserve expressément.

Ce comité assume les responsabilités décrites en sept principaux volets : (i) gouvernance et évaluation de la performance (ii) gestion des risques (iii) fonctionnement du conseil et des comités (iv) souscriptions (v) investissements (risque de crédit et de contrepartie) (vi) actionnariat (reddition de comptes aux actionnaires et divulgation) et (vii) autres fonctions (risques opérationnels).

Plus particulièrement, en plus d'être responsable du processus global de la gestion des risques, il a un rôle de surveillance des risques particuliers : stratégique, de la dépendance liée au partenariat avec Desjardins, de poursuites, de réputation (général), de non-conformité aux règlements et aux lois, de non-conformité en lien avec les souscriptions et les rachats et d'impartition, excluant Desjardins Gestion internationale d'actifs (DGIA), conseiller en valeur.

Comité d'audit

Le comité d'audit est composé exclusivement d'administrateurs indépendants, actuellement au nombre de quatre, qui possèdent des connaissances financières suffisantes pour exercer leur mandat et qui ont collectivement un éventail d'expertises pertinentes.

Ce comité a comme mandat général d'assister le conseil dans son rôle de surveillance et de reddition de comptes sur les éléments liés à la qualité, la fiabilité et l'intégrité de l'information financière et de l'information continue. Son rôle comporte également un volet lié aux activités de l'auditeur indépendant, son rendement, son indépendance, sa nomination et sa rémunération.

Il surveille plus spécifiquement les risques opérationnels liés à la reddition de comptes aux actionnaires et à la divulgation publique, au traitement des transactions, à la fraude interne et externe et au dysfonctionnement des systèmes.

Comité de gestion des actifs financiers

Le comité de gestion des actifs financiers est composé actuellement de six administrateurs, dont une majorité sont indépendants, qui possèdent un éventail d'expertises complémentaires et des connaissances financières, comptables et économiques suffisantes afin de bien comprendre la nature des actifs financiers que détient CRCD et les risques financiers qui en découlent.

Ce comité a comme mandat principal la coordination et l'arrimage des actifs financiers de CRCD, afin d'optimiser l'équilibre rendement/risque global. Il effectue le suivi de la performance de CRCD et s'assure du respect par celui-ci des cibles réglementaires.

Ce comité assume de plus un rôle de surveillance des risques de marché liés aux taux d'intérêt, aux devises et aux marchés boursiers, de crédit et de contrepartie (autres investissements), de concentrations géographique et sectorielle, de liquidité et d'impartition à DGIA.

Comité de gouvernance et d'éthique

Le comité de gouvernance et d'éthique est composé exclusivement d'administrateurs indépendants, actuellement au nombre de trois, qui possèdent un éventail d'expertises complémentaires et des connaissances en gouvernance, en éthique, en déontologie ou en droit.

Ce comité a le mandat général de faire rapport au conseil sur toute question relative à l'application du Code de déontologie de CRCD que le conseil a pu lui soumettre et joue un rôle de promotion de ce code auprès des administrateurs, des membres de comités et des ressources du gestionnaire. Il veille, en lien avec le conseil, au respect de la mission et des valeurs de CRCD. Il s'assure également de la mise à jour de la politique de gouvernance et des chartes des comités, analyse les situations de conflits d'intérêts, en plus d'exercer un suivi de la réglementation et des tendances en matière de gouvernance.

Ce comité surveille de plus le risque de transactions avec des apparentés (personnes liées) et le risque de non-conformité lié à la gouvernance et à l'indépendance des administrateurs et des membres de comités.

Comité d'évaluation de portefeuilles

Le comité d'évaluation de portefeuilles est composé de cinq membres, soit deux administrateurs indépendants de CRCD dont l'un en assume la présidence et trois membres externes. La majorité des membres sont des évaluateurs qualifiés indépendants possédant collectivement un éventail d'expertises pertinentes à leur mandat.

Ce comité a comme mandat général de surveiller le risque opérationnel lié à la non-conformité aux règles d'évaluation de portefeuilles. Son rôle consiste notamment en la révision semestrielle de toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois de CRCD, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus servant à l'évaluation est conforme à la réglementation applicable à CRCD.

Comités d'investissement

Le comité d'investissement Dette subordonnée est composé de sept membres, soit deux administrateurs de CRCD et cinq membres externes, le comité d'investissement Équité est composé de sept membres, soit quatre administrateurs de CRCD et trois membres externes, alors que le comité d'investissement Innovation est composé de cinq membres, soit deux administrateurs de CRCD et trois membres externes.

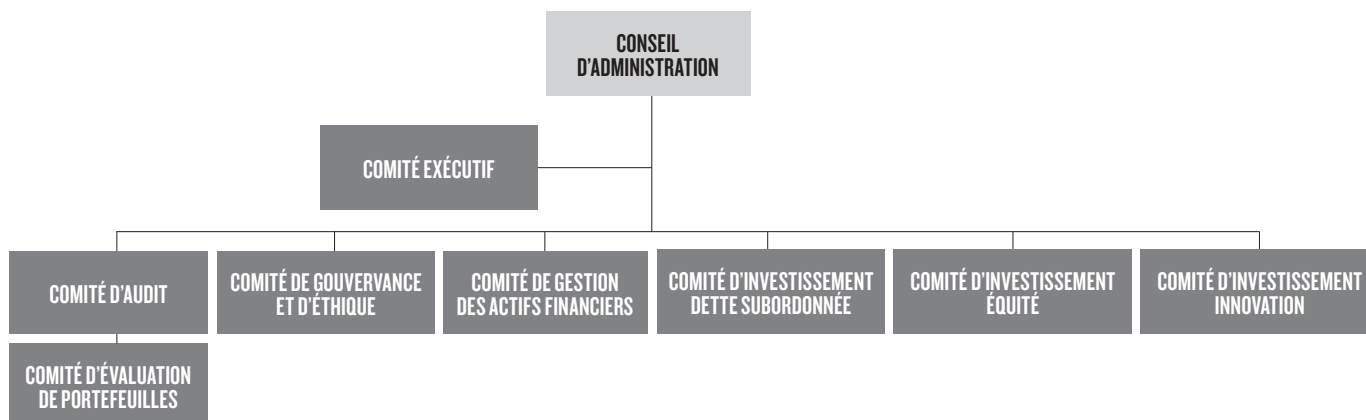
Le président de chacun des comités est nécessairement un administrateur de CRCD et la majorité des membres sont indépendants. Les membres sont nommés en considération de leur maîtrise et de leur expérience dans les secteurs ciblés aux diverses politiques régissant les activités d'investissement et pour leur capacité à apprécier la qualité et détecter les risques liés à un investissement.

Le mandat général de ces comités consiste à autoriser ou à recommander, dans les limites du processus décisionnel approuvé par le conseil, des transactions d'investissement, de réinvestissement et de désinvestissement présentées par le gestionnaire de CRCD.

Le comité d'investissement Dette subordonnée étudie les dossiers requérant un financement hybride se situant entre l'équité et le financement traditionnel. De son côté, le comité d'investissement Équité étudie les dossiers de sociétés requérant des capitaux propres ou tout dossier ayant une combinaison d'équité et de dette subordonnée. Quant au comité d'investissement Innovation, il étudie les dossiers de sociétés requérant des capitaux propres ou tout dossier ayant une combinaison d'équité et de dette subordonnée et qui font appel à des innovations technologiques ou industrielles ou qui misent sur de nouvelles utilisations de technologies existantes.

Ces comités ont également un rôle de surveillance des risques de réputation liés à l'investissement, de crédit et de contrepartie (investissements à impact économique québécois), de sélection et de suivi des administrateurs des entreprises dans lesquelles CRCD est investisseur directement ou indirectement et de non-conformité environnementale ainsi que du risque opérationnel lié au processus d'investissement.

La structure de gouvernance en 2017 se présente comme suit :



RELEVÉ DES PRÉSENCES ET RÉMUNÉRATION

Le tableau suivant indique le relevé des présences et la rémunération des administrateurs et des membres externes de comités de CRCD pour l'exercice 2016.

NOMS	CONSEIL D'ADMINISTRATION	COMITÉ EXÉCUTIF	COMITÉ D'AUDIT	COMITÉ DE GESTION DES ACTIFS FINANCIERS	COMITÉ DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE	COMITÉ D'ÉVALUATION DE PORTEFEUILLES	COMITÉ D'INVESTISSEMENT DETTE SUBORDONNÉE	COMITÉ D'INVESTISSEMENT ÉQUITÉ	COMITÉ D'INVESTISSEMENT INNOVATION	RÉMUNÉRATION
(nombre de réunions et sessions d'accueil ou de formation)	13	7	4	4	8	3	15	15	9	(\$)
Chantal Bélanger	13/13	6/7	4/4		3/3	3/3				46 600
Ève-Lyne Biron	12/13				8/8		14/15			34 400
Joane Demers	11/13		4/4							24 900
Roger Demers	12/13	7/7		4/4				14/15		44 500
Marlène Deveaux	13/13	7/7	4/4				15/15			45 400
Maurice Doyon	13/13	7/7		4/4					9/9	45 700
André Gabias	13/13				7/8					31 800
Jacques Jobin	12/12				5/5				8/8	28 217
Jean-Claude Loranger	11/13			4/4				7/9		30 817
Bruno Morin	12/13	7/7		4/4				14/15		60 000
Jacques Plante	13/13	7/7		4/4		3/3				57 783
Claudine Roy	13/13			4/4						24 900
Xavier Simard	0/1		0/1							2 500
Louis-Régis Tremblay	12/13		3/3					13/15		33 517
Pierre Barnès *								7/11		8 150
Bernard Bolduc *								6/8		8 600
Marie-Claude Boulanger *							13/15			13 500
Évangéliste Bourdages *							7/10			8 000
Guy Delisle *							15/15			14 850
Marc-André Dionne *								2/7		3 450
Michel Duchesne *							15/15			14 850
Marie-Claude Gévy *								15/15		14 550
Yves Lavoie *							4/5			3 850
Lynn McDonald *								14/15		14 750
Muriel McGrath *									9/9	12 250
Sébastien Mailhot *						3/3				7 600
Michel Martineau *						3/3				7 600
Marcel Ostiguy *								6/7		5 550
George Rossi *						3/3				7 600
Michel Rouleau *							15/15			14 850
Thom Skinner *									9/9	11 950
Normand Tremblay *									9/9	12 250
Rémunération totale										695 234

* Membre externe de comité

AFIN DE FACILITER LA COMPRÉHENSION DU TABLEAU :

La rémunération comprend les indemnités et les allocations de présence relativement aux réunions du conseil d'administration et des comités, aux sessions d'accueil, aux séances de formation et aux rencontres de travail des comités spéciaux.

Bruno Morin, directeur général, reçoit un salaire fixe de 60 000 \$ par année.

Xavier Simard a siégé à titre d'administrateur et de membre au comité d'audit ainsi qu'au comité d'investissement Innovation jusqu'au 18 février 2016.

Chantal Bélanger a siégé au comité de gouvernance et d'éthique jusqu'au 14 avril 2016.

Jacques Jobin siégé à titre d'administrateur depuis le 8 avril 2016 et à titre de membre du comité de gouvernance et d'éthique ainsi que du comité d'investissement Innovation depuis le 14 avril 2016.

Jean-Claude Loranger siégé au comité d'investissement Équité depuis le 14 avril 2016.

Louis-Régis Tremblay siégé au comité d'audit depuis le 14 avril 2016.

Pierre Barnès a siégé à titre de membre externe du comité d'investissement Équité jusqu'au 9 août 2016.

Bernard Bolduc siégé à titre de membre externe du comité d'investissement Équité depuis le 12 mai 2016.

Évangéliste Bourdages siégé à titre de membre externe du comité d'investissement Équité depuis le 14 avril 2016.

Marc-André Dionne a siégé à titre de membre externe du comité d'investissement Équité jusqu'au 10 mai 2016.

Yves Lavoie a siégé à titre de membre externe du comité d'investissement Dette subordonnée jusqu'au 14 avril 2016.

Marcel Ostiguy a siégé au comité d'investissement Équité jusqu'au 10 mai 2016.

NOTE AUX LECTEURS

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie, les risques de concentration et les risques de liquidités ont été auditées par l'auditeur indépendant de CRCD dans le cadre de l'audit des états financiers individuels, sur lesquels un rapport de l'auditeur indépendant a été émis le 16 février 2017.

RISQUES DE MARCHÉ

Il s'agit ici du risque lié à la participation de CRCD aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par CRCD. Les différents risques composant les risques de marché ayant un effet direct sur CRCD sont énumérés ci-après.

Avec l'approche globale utilisée par CRCD pour la gestion de ses actifs financiers, l'incidence des risques de taux d'intérêt et de marchés boursiers et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions sur la valeur au marché des titres à revenus fixes et des fonds immobilier détenus en portefeuille, dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. La juste valeur de ces actifs au 31 décembre 2016 est de 899,7 M\$ (970,1 M\$ au 31 décembre 2015). Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire, des obligations et des actions privilégiées. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois sont constitués de prêts et avances et d'actions privilégiées.

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 22,2 M\$ (37,6 M\$ au 31 décembre 2015) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt, compte tenu de leur très courte échéance et de la volonté de CRCD de les conserver jusqu'à terme.

Les obligations d'une juste valeur de 580,3 M\$ (664,5 M\$ au 31 décembre 2015) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 33,1 M\$ du résultat net représentant une diminution de 1,9 % du prix de l'action de CRCD au 31 décembre 2016 (33,8 M\$ pour 2,1 % au 31 décembre 2015). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné une hausse du résultat net de 35,3 M\$ représentant une augmentation de 2,1 % du prix de l'action (35,9 M\$ pour 2,2 % au 31 décembre 2015). La stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD vise une diversification des titres détenus en portefeuille, ce qui entraînera une réduction de l'exposition aux titres obligataires à long terme. Compte tenu que CRCD apparie l'échéance des obligations détenues en portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Les fonds immobilier et les actions privilégiées, d'une juste valeur respective de 64,1 M\$ (13,1 M\$ au 31 décembre 2015) et de 59,9 M\$ (77,8 M\$ au 31 décembre 2015), peuvent également être touchés par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation directe entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur de ces deux catégories d'actif.

Dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les prêts et avances et les actions privilégiées pour lesquels CRCD détient également des actions participantes dans la même entreprise et ceux qui sont escomptés, totalisant une juste valeur de 153,3 M\$ (114,0 M\$ au 31 décembre 2015), ne sont pas sensibles à la variation des taux d'intérêt. En revanche, les autres prêts et avances et actions privilégiées inclus dans le portefeuille, totalisant une juste valeur de 173,2 M\$ (177,1 M\$ au 31 décembre 2015), sont sensibles à la variation des taux d'intérêt. Par contre, le risque de taux d'intérêt lié aux autres prêts et avances et aux actions privilégiées inclus dans le portefeuille est limité compte tenu des montants en jeu.

Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour CRCD. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation de certaines sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 31 décembre 2016, les fonds d'actions mondiales, d'une valeur de 105,1 M\$ (aucune valeur au 31 décembre 2015), qui sont gérés par des gestionnaires externes et détenus dans le portefeuille des autres investissements, se composent essentiellement d'actions cotées. Ainsi, une variation de plus ou moins 10 % du cours des actions cotées aurait eu un impact de plus ou moins 10,5 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,6 % du prix de l'action de CRCD.

Le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions cotées pour une valeur de 0,6 M\$ (0,8 M\$ au 31 décembre 2015). Ainsi pour ces investissements, toute variation des marchés boursiers n'aurait pas eu d'incidence directe significative sur le résultat net de CRCD.

Risque de devises

L'évolution de la devise exerce une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de CRCD. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des actifs évalués tout d'abord en devise étrangère, puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Au niveau du portefeuille des investissements à impact économique québécois, les actifs dont la valeur varie en fonction des fluctuations d'une devise étrangère, représentent une juste valeur de 111,1 M\$ soit 6,2 % de l'actif net au 31 décembre 2016, comparativement à 85,8 M\$ soit 5,2 % de l'actif net au 31 décembre 2015.

CRCD vise la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devise étrangère, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actif. Une marge de crédit de 5 M\$ est accordée à CRCD pour ses transactions sur contrats de change. Au 31 décembre 2016, CRCD détient des contrats de change en vertu desquels il devra livrer 82,3 M\$ US (62,7 M\$ US au 31 décembre 2015) au taux de 1,3360 \$ CA/\$ US (1,3927 \$ CA/\$ US au 31 décembre 2015), et ce, le 31 mars 2017.

Au 31 décembre 2016, l'exposition nette du portefeuille des investissements à impact économique québécois de CRCD aux monnaies étrangères est ainsi limitée à 1,2 M\$ (1,0 M\$ au 31 décembre 2015). Toute variation du dollar canadien n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de CRCD.

Au niveau du portefeuille des autres investissements, l'exposition nette des fonds d'actions mondiales aux monnaies étrangères est de 95,8 M\$. Ainsi, une dépréciation (appréciation) de 10 % du dollar canadien face à l'ensemble des devises étrangères aurait pour impact une hausse (baisse) de 9,6 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,5 % du prix de l'action de CRCD.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

De par sa mission d'investissements à impact économique québécois, CRCD est exposé au risque de crédit et de contrepartie lié à la possibilité de subir des pertes financières si une entreprise partenaire ne respectait pas ses engagements ou voyait sa situation financière se détériorer. En diversifiant ses investissements par profil d'investissement, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, CRCD restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

CRCD n'exige généralement pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contreviendrait aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des instruments financiers à la date de clôture, à laquelle il faut ajouter les fonds engagés mais non déboursés.

Au cours du deuxième semestre 2016, le système de cotation RiskAnalyst de Moody's a été modifié, à la suite d'une décision corporative. Suivant ce changement, les cotes de risque de certaines compagnies ont été modifiées et reclassées dans le tableau comparatif ci-dessous.

Les investissements à impact économique québécois, à l'exception de ceux effectués dans des fonds, sont d'abord répartis entre les cotes 1 à 9, selon les critères de risque définis par le système RiskAnalyst de Moody's. Par la suite, l'ensemble des investissements fait l'objet d'une révision mensuelle, afin d'identifier ceux qui répondent aux critères de cote 10.

Les investissements à impact économique québécois effectués sous forme de fonds sont présentés dans la catégorie « Risque faible à acceptable » compte tenu de la structure de ce type de produits et parce qu'ils ne comportent généralement pas d'endettement.

Le tableau suivant permet de constater la stabilité du portefeuille d'investissements à impact économique québécois répartis par cote de risque (montants à la juste valeur) :

Cotes	AU 31 DÉCEMBRE 2016		AU 31 DÉCEMBRE 2015 *	
	(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
1 à 6,5 Risque faible à acceptable	894 154	97,0	786 449	96,0
7 à 9 À risque	20 161	2,2	21 390	2,8
10 À haut risque et en insolvabilité	7 203	0,8	9 360	1,2

* Les comparatifs de 2015 ont été ajustés selon la nouvelle répartition des cotes de risque.

De plus, CRCD est exposé au risque de crédit sur des instruments financiers non comptabilisés à l'actif, soit les fonds engagés mais non déboursés relatifs au portefeuille d'investissements à impact économique québécois. Le tableau suivant indique la répartition par cote de risque des fonds engagés mais non déboursés à la date de présentation de l'information financière :

Cotes	AU 31 DÉCEMBRE 2016		AU 31 DÉCEMBRE 2015 *	
	(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
1 à 6,5 Risque faible à acceptable	188 721	99,8	170 682	99,8
7 à 9 À risque	400	0,2	400	0,2

* Les comparatifs de 2015 ont été ajustés selon la nouvelle répartition des cotes de risque.

Pour le portefeuille obligataire, représentant 69,8 % de la juste valeur du portefeuille des autres investissements (83,7 % au 31 décembre 2015), le risque de crédit est géré par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant des cotes de crédit réparties ainsi :

Cotes	AU 31 DÉCEMBRE 2016		AU 31 DÉCEMBRE 2015	
	(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
AAA	269 452		336 401	
AA	194 174		122 857	
A	55 695		137 323	
BBB	57 966		64 781	
BB	3 049		3 181	

Les cotes d'évaluation du risque de crédit sont celles établies par les agences de notation reconnues.

Conformément à la politique de gestion globale des actifs financiers, les actions privilégiées et les instruments de marché monétaire ont une cote de crédit minimale respective de Pfd-2 low, et de A-2 ou R-1 faible. Ces cotes de crédit élevées limitent le risque de crédit associé à ces instruments financiers.

Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de CRCD lors de transactions au comptant.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la Caisse centrale Desjardins.

RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration découle de la possibilité qu'une portion importante du portefeuille d'investissements à impact économique québécois ou du portefeuille des autres investissements de CRCD se retrouve dans une entité, une région ou un produit financier, ce qui pourrait rendre CRCD vulnérable aux difficultés financières de ces sous-ensembles.

Risque de concentration dans une entité

Conformément à sa loi constitutive, ses politiques et directives internes, le montant que CRCD peut investir dans une entité ou un ensemble d'entités associées est limité à un pourcentage de son actif, et ce, autant pour le portefeuille des investissements à impact économique québécois que pour le portefeuille des autres investissements.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs et les fonds engagés mais non déboursés) :

	AU 31 DÉCEMBRE 2016		AU 31 DÉCEMBRE 2015	
	% du portefeuille	% de l'actif net	% du portefeuille	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois	38,0	23,6	38,0	22,9
Autres investissements *	44,5	20,7	44,0	22,0

* Les émetteurs gouvernementaux représentent 86 % (90 % au 31 décembre 2015) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

Risque de concentration par région

Dicté par sa mission de développement économique du Québec, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois est essentiellement constitué d'entreprises dont la majorité des employés résident au Québec. De plus, au moins 35 % de ces investissements doivent être réalisés dans des entreprises situées en régions ressources ou dans des coopératives. Le rendement de ce portefeuille est donc fortement influencé par le contexte économique québécois ainsi que par celui des régions ressources. Au 31 décembre 2016, le portefeuille des investissements à impact économique québécois représente 51,6 % de l'actif net (50,0 % au 31 décembre 2015).

CRCD s'est doté d'une politique de gestion globale des actifs financiers et de directives d'investissement encadrant notamment les activités du portefeuille des autres investissements qui limitent actuellement la possibilité de détention de titres étrangers. Au 31 décembre 2016, le portefeuille des autres investissements comprend une portion de titres étrangers de par son investissement dans les fonds d'actions mondiales. Ainsi, le portefeuille des autres investissements est composé à 88,7 % de titres canadiens (100 % au 31 décembre 2015). Le rendement du portefeuille des autres investissements est donc fortement influencé par le contexte économique canadien. Au 31 décembre 2016, le portefeuille des autres investissements représente 47,2 % de l'actif net (49,0 % au 31 décembre 2015).

Risque de concentration dans un produit financier

La politique de gestion globale des actifs financiers favorise une gestion intégrée et globale du portefeuille des investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements. La politique établit des balises par catégorie de titres et celles-ci sont appliquées par le gestionnaire. Au 31 décembre 2016, les titres obligataires représentent 32,4 % de l'actif net (40,5 % au 31 décembre 2015). La baisse observée du pourcentage attribué à cette catégorie de titres vise à diversifier le portefeuille en introduisant de nouvelles catégories d'actifs et équilibrer l'ensemble du portefeuille entre le risque et le rendement tout en répondant aux besoins de liquidités de CRCD.

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, CRCD se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendant des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec des investissements liquides qui devraient représenter environ 30 % des actifs sous gestion et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations se rapproche de l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, CRCD peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque. De plus, des facilités de crédit sont mises en place afin d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités. Ces facilités de crédit n'ont pas été utilisées au cours des exercices 2016 et 2015.

Annuellement, un exercice consistant à simuler des conditions économiques et financières extrêmes mais plausibles est réalisé afin de mesurer le risque de liquidité auquel CRCD est exposé. Pour l'exercice 2016, ces travaux ont tenu compte de la hausse anticipée du solde des actions rachetables de CRCD. Des initiatives seront mises en place afin de stimuler le rachat des actions et une augmentation de la marge de crédit existante a été accordée, passant ainsi d'une limite autorisée de 10 M\$ en 2015 à 50 M\$ en 2016.

CRCD, de par sa stratégie financière équilibrée et sa gestion intégrée des risques, dispose des sources de fonds nécessaires pour faire face à ses obligations financières et continuer sa mission au sein des entreprises québécoises.

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

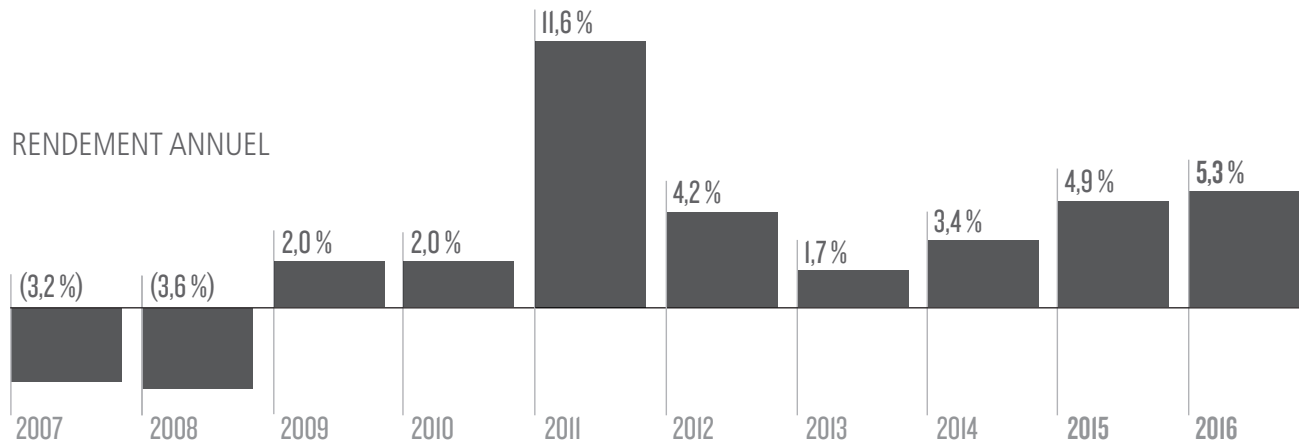
À la suite du discours sur le budget 2016-2017, le gouvernement du Québec a annoncé des changements à la gouvernance de CRCD en ce qui a trait à la composition du conseil d'administration et à la notion d'indépendance. Les modifications législatives proposées doivent être adoptées par l'Assemblée nationale et seront mises en œuvre graduellement.

RENDEMENT PASSÉ

Cette section présente les rendements historiques obtenus par CRCD. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais administratifs de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

RENDEMENT ANNUEL

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de CRCD et fait ressortir la variation de son rendement d'une période à l'autre, pour les dix derniers exercices. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de la période par le prix de l'action au début de la période.



RENDEMENT COMPOSÉ DE L'ACTION ORDINAIRE AU 31 DÉCEMBRE 2016

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action sur chacune des périodes indiquées.

10 ANS	7 ANS	5 ANS	3 ANS	1 AN
2,6 %	4,5 %	3,8%	4,4 %	5,2 %

APERÇU DU PORTEFEUILLE

PRINCIPAUX PROFILS D'INVESTISSEMENT

Au 31 décembre 2016, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de CRCD sur la base de la juste valeur se répartissaient comme suit :

PROFILS D'INVESTISSEMENT	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois *	
Dette	15,6
Équité	30,0
Fonds externes	3,8
Capital de risque	1,4
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	0,8
Total – Investissements à impact économique québécois	51,6
Autres investissements	
Encaisse et instruments de marché monétaire	2,0
Obligations	32,4
Actions privilégiées	3,3
Actions mondiales	5,9
Fonds immobilier	3,6
Total – Autres investissements	47,2

* Incluant les contrats de change

PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS DÉTENUS

Au 31 décembre 2016, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par CRCD sur la base de la juste valeur étaient les suivants :

ÉMETTEURS	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois – 14 émetteurs *	33,7
LNH Merrill Lynch Canada, Inc.	5,8
Hydro-Québec	4,4
Fiducie du Canada pour l'habitation	3,8
Gouvernement du Canada	3,8
Fonds Desjardins IBrix Actions mondiales à faible volatilité cat. I	3,0
Fonds Desjardins Mondial de dividendes cat. I	2,9
Fonds immobilier canadien de prestige Bentall Kennedy	2,3
Banque Royale du Canada	1,8
Province de l'Alberta	1,4
Province de l'Ontario	1,4
Fonds CORE Fiera Immobilier	1,3

* Les 14 émetteurs représentant collectivement 33,7 % de l'actif net de CRCD sont :

- ACCEO Solutions inc.
- Agropur Coopérative
- Avjet Holding inc.
- Camso inc.
- Capital croissance PME s.e.c.
- Capital croissance PME II s.e.c.
- Congebec Logistique inc.
- Desjardins - Innovatech S.E.C.
- Exo-s inc.
- Fonds d'investissement MSBI, s.e.c.
- Groupe Gecko Alliance inc.
- Groupe Telecon
- La Coop fédérée
- Société en commandite Essor et Coopération

Cet aperçu du portefeuille de CRCD peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par CRCD.

Le 16 février 2017

Le 16 février 2017

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers individuels de CRCD ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier annuel sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance raisonnable que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, le directeur général et le chef de la direction financière de CRCD ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité d'audit. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, l'auditeur indépendant désigné par les actionnaires afin de revoir les états financiers, discuter de l'audit et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 16 février 2017. Établis selon les IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board, ils ont été audités par PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers individuels ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers individuels de CRCD.

(signé) Yves Calloc'h, CPA, CA

Chef de la direction financière

Capital régional et coopératif Desjardins

États financiers individuels
31 décembre 2016 et 2015
(en milliers de dollars canadiens)

Le 16 février 2017

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons effectué l'audit des états financiers individuels ci-joints (les « états financiers ») de Capital régional et coopératif Desjardins, qui comprennent les bilans aux 31 décembre 2016 et 2015, les états du résultat global, des variations de l'actif net et les tableaux des flux de trésorerie pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
T: +1 514 205-5000, F: +1 514 876-1502*

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins aux 31 décembre 2016 et 2015 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

Capital régional et coopératif Desjardins

Bilans individuels

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires en circulation et l'actif net par action ordinaire)

	Note	Au 31 décembre 2016 \$	Au 31 décembre 2015 \$
Actif			
Investissements à impact économique québécois	7	921 518	817 199
Autres investissements	8	831 130	793 604
Impôts sur le bénéfice	18	19 634	13 737
Comptes débiteurs	10	35 414	36 145
Encaisse	11	13 021	12 244
		<u>1 820 717</u>	<u>1 672 929</u>
Passif			
Billets à payer et passifs financiers	12	25 233	26 309
Comptes créditeurs	13	6 067	4 544
		<u>31 300</u>	<u>30 853</u>
Actif net	15	<u>1 789 417</u>	<u>1 642 076</u>
Nombre d'actions ordinaires en circulation		<u>134 943 941</u>	<u>130 182 509</u>
Actif net par action ordinaire		13,26	12,61

Au nom du conseil d'administration de Capital régional et coopératif Desjardins,

Jacques Plante, CPA, CA, administrateur Chantal Bélanger, FCPA, FCGA, administratrice

Les notes afférentes aux états financiers individuels ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

États individuels du résultat global

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et le bénéfice net par action ordinaire)

	Note	2016 \$	2015 \$
Produits			
Intérêts	7	25 528	30 284
Dividendes et distributions		18 451	14 167
Frais d'administration		470	818
		<u>44 449</u>	<u>45 269</u>
Gains sur investissements			
Réalisés		23 095	37 242
Non réalisés		55 774	26 793
		<u>78 869</u>	<u>64 035</u>
Total des produits et des gains sur investissements		<u>123 318</u>	<u>109 304</u>
Charges			
Frais de gestion		27 293	25 431
Autres frais d'exploitation	17	4 989	2 690
Services aux actionnaires	17	2 144	2 099
		<u>34 426</u>	<u>30 220</u>
Bénéfice avant impôts		<u>88 892</u>	<u>79 084</u>
Impôts sur le bénéfice	18	<u>2 935</u>	<u>4 278</u>
Bénéfice net de l'exercice		<u>85 957</u>	<u>74 806</u>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires		<u>129 268 010</u>	<u>127 500 449</u>
Bénéfice net par action ordinaire		<u>0,66</u>	<u>0,59</u>

Les notes afférentes aux états financiers individuels ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

États individuels des variations de l'actif net

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)

	Capital-actions (note 15)		Bénéfices non répartis \$	Actif net \$
	Nombre	\$		
Solde au 31 décembre 2015	130 182 509	1 357 689	284 387	1 642 076
Bénéfice net de l'exercice	-	-	85 957	85 957
Opérations sur le capital- actions⁽¹⁾				
Émission d'actions ordinaires	10 317 231	133 401	-	133 401
Frais d'émission, nets des impôts de 1 015 \$	-	(1 579)	-	(1 579)
Rachat d'actions ordinaires	(5 555 799)	(54 843)	(15 595)	(70 438)
Solde au 31 décembre 2016	134 943 941	1 434 668	354 749	1 789 417
Solde au 31 décembre 2014	124 664 633	1 278 650	223 812	1 502 462
Bénéfice net de l'exercice	-	-	74 806	74 806
Opérations sur le capital- actions⁽¹⁾				
Émission d'actions ordinaires	12 425 691	149 882	-	149 882
Frais d'émission, nets des impôts de 1 162 \$	-	(1 750)	-	(1 750)
Rachat d'actions ordinaires	(6 907 815)	(69 093)	(14 231)	(83 324)
Solde au 31 décembre 2015	130 182 509	1 357 689	284 387	1 642 076

⁽¹⁾ Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

Les notes afférentes aux états financiers individuels ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Tableaux individuels des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)

	2016 \$	2015 \$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Bénéfice net de l'exercice	85 957	74 806
Ajustements sans effet sur la trésorerie		
Pertes (gains) sur investissements	(78 869)	(64 035)
Amortissement des primes et des escomptes sur les autres investissements	(1 101)	2 002
Impôts différés	707	(924)
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	(2 126)	(1 440)
Variation des actifs et des passifs opérationnels		
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	(5 589)	5 167
Comptes débiteurs	(646)	799
Impôts sur le bénéfice à payer	-	(3 336)
Comptes créditeurs	(1 086)	308
Acquisition d'investissements à impact économique québécois	(117 454)	(168 525)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois	90 045	136 776
Acquisition d'autres investissements	(1 015 343)	(1 071 912)
Produit de la cession d'autres investissements	969 064	1 007 986
	<u>(76 441)</u>	<u>(82 328)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Émission d'actions ordinaires	133 401	145 699
Rachat d'actions ordinaires	(70 438)	(83 324)
	<u>62 963</u>	<u>62 375</u>
Diminution nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	(13 478)	(19 953)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	<u>32 595</u>	<u>52 548</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	<u>19 117</u>	<u>32 595</u>
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Intérêts reçus	22 437	30 771
Dividendes et distributions reçus	17 855	14 020
Impôts sur le bénéfice payés	7 817	3 371

Les notes afférentes aux états financiers individuels ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1 Loi constitutive, administration et investissements

Loi constitutive

Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) est constitué par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (R.L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi ») et est réputé avoir été constitué par dépôt de statuts le 1^{er} juillet 2001. CRCD a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social. CRCD a comme place d'affaires le 2, Complexe Desjardins, tour Est, bureau 1717, Montréal (Québec), Canada, et son siège social est situé au 100, rue des Commandeurs, Lévis (Québec), Canada.

Administration

Les activités de CRCD sont administrées par un conseil d'administration composé de 13 membres :

- Huit personnes nommées par le président du Mouvement des caisses Desjardins;
- Deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- Deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- Le directeur général de CRCD.

Investissements

CRCD peut faire des investissements avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$ ou l'actif net, inférieur ou égal à 50 M\$.

CRCD peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à quinze ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à CRCD d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, CRCD ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

Depuis l'année financière ayant débuté le 1^{er} janvier 2006 et au cours de chaque année financière subséquente, les investissements admissibles de CRCD, selon la définition de la Loi, doivent représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen de CRCD pour l'année précédente. À compter de l'année financière débutant le 1^{er} janvier 2016, ce pourcentage est progressivement augmenté de 1 % par année pour atteindre 65 % pour les années financières commençant après le 31 décembre 2019.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

De plus, une partie représentant au moins 35 % de ce pourcentage (de 60 % à 65 %) doit être investie dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles, selon la définition de la Loi.

À partir de 2016, il n'y a plus de pénalités à payer si les cibles ne sont pas atteintes. Les pénalités sont remplacées par une réduction de l'émission de capital autorisée pour la période de capitalisation suivant la fin de l'exercice. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, soit le dernier exercice au cours duquel la pénalité était en vigueur, aucune somme n'était exigible en vertu de ces règles.

2 Mode de présentation

Déclaration de conformité

CRCD a établi les présents états financiers individuels (les « états financiers ») conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Ces états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 16 février 2017.

Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés sur la base de la juste valeur, sauf en ce qui concerne les instruments financiers classés dans les prêts et créances et les autres passifs financiers, ainsi que les impôts qui sont évalués au coût amorti et au coût.

Entité d'investissement

CRCD compte plusieurs actionnaires qui ne lui sont pas liés et détient plusieurs investissements directement et indirectement dans des fonds sous-jacents. Les participations dans CRCD sont sous forme d'actions rachetables, sujettes à certaines conditions, qui sont présentées dans l'actif net, conformément à l'exemption visant les titres d'instruments remboursables au gré de l'actionnaire selon la Norme comptable internationale (IAS) 32, *Instruments financiers : Présentation*.

CRCD a conclu qu'il constitue une entité d'investissement selon l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, car il obtient des fonds de plusieurs actionnaires, prend l'engagement auprès de ceux-ci de gérer les fonds dans le but d'apporter du rendement sur le capital, et mesure et évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur. Conséquemment, CRCD ne prépare pas d'états financiers consolidés et les investissements dans les filiales et les entités associées présentés dans les investissements à impact économique québécois sont comptabilisés à la juste valeur.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

3 Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables importantes ayant servi à l'établissement des présents états financiers sont présentées ci-après.

Instruments financiers

CRCD comptabilise les instruments financiers à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Les achats ou les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction. Les actifs et passifs financiers sont classés dans différentes catégories en fonction de leurs caractéristiques ainsi que l'intention de CRCD au moment de leur acquisition et leur émission. Les investissements à impact économique québécois, les autres investissements, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois ainsi que les billets à payer et passifs financiers sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces instruments financiers font partie d'un portefeuille géré conformément à une stratégie de gestion d'investissement documentée et dont la performance est évaluée, d'après la méthode de la juste valeur. De plus, les informations sur le portefeuille sont fournies à l'interne sur cette base aux principaux dirigeants de CRCD.

L'encaisse ainsi que les comptes débiteurs sont classés dans les prêts et créances et les comptes créditeurs dans les autres passifs financiers. Ces instruments financiers sont comptabilisés au coût amorti qui se rapproche de leur juste valeur.

Les passifs financiers sont décomptabilisés à l'extinction de l'obligation, soit à la date où l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou expirée.

Évaluation de la juste valeur

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés

La juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés considérés comme actifs est basée sur le prix coté situé entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances. Dans certains cas, si le marché n'est pas considéré comme actif, le dernier prix coté situé entre le cours vendeur et le cours acheteur peut être ajusté pour refléter adéquatement la juste valeur.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés

Lorsque des actifs et des passifs ne sont pas négociés sur des marchés, la juste valeur est déterminée à partir de techniques d'évaluation choisies selon certains critères déterminés et en fonction des conditions qui prévalent sur les marchés à chaque date de présentation de l'information financière. Les principaux instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés sont inclus dans les investissements à impact économique québécois. Les techniques utilisées se basent sur des principes d'évaluation comportant des lignes directrices généralement utilisées dans l'industrie par les professionnels en évaluation d'entreprise. Ces principes d'évaluation sont approuvés par le conseil d'administration de CRCD. La méthode d'évaluation employée pour un instrument financier donné est généralement la même d'une période à l'autre, sauf dans les cas où un changement aboutit à des estimations plus précises de la juste valeur. Comme le contexte propre à chaque entité sous-jacente à ces instruments financiers est en constante évolution, des changements de techniques d'évaluation se produisent à chaque période de présentation de l'information financière.

Prêts et avances, actions non participantes

La juste valeur des prêts et avances ainsi que des actions non participantes est déterminée par l'actualisation des flux monétaires contractuels qui devraient être perçus par CRCD en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le rendement qu'il exigerait compte tenu du risque de crédit de l'entité.

Actions participantes

La principale technique utilisée pour déterminer la juste valeur des actions participantes est celle de la capitalisation des flux monétaires. Les deux principales variables utilisées dans cette technique sont le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation. Pour déterminer le flux monétaire caractéristique, une estimation des flux monétaires récurrents est effectuée à partir des résultats historiques de l'entité et/ou de ses prévisions financières. Par la suite, un facteur de pondération est appliqué à chacun des flux retenus afin de refléter sa probabilité de réalisation. Le taux de capitalisation utilisé pour capitaliser le flux caractéristique ainsi obtenu reflète la façon selon laquelle l'entité pourrait financer ses opérations et les risques afférents à la réalisation de ce flux caractéristique.

Lorsque le prix d'une transaction récente négocié entre des parties non liées dans des conditions normales de concurrence est disponible, cette technique d'évaluation est retenue. Il peut être aussi approprié d'utiliser une technique basée sur une offre d'achat reçue d'un tiers lorsque celle-ci est jugée sérieuse et crédible. Un jugement est nécessaire afin de déterminer si la juste valeur de cette transaction récente ou de l'offre d'achat représente la meilleure indication de la juste valeur à la date d'évaluation. La période pendant laquelle il est jugé approprié de faire référence à une transaction passée ou à une offre d'achat dépend des circonstances propres à chaque investissement.

Une autre technique d'évaluation utilisée est celle de l'actif net redressé qui consiste à réévaluer l'ensemble des actifs et des passifs qui se trouvent au bilan de l'entité ou du fonds à leur juste valeur à la date de l'évaluation. Les principaux redressements effectués sont ceux liés à la juste valeur des actifs et des passifs, aux nouvelles informations disponibles et aux événements importants survenus entre la date du bilan de l'entité ou du fonds et la date d'évaluation.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Actions mondiales et fonds immobiliers

Les participations en fonds d'actions mondiales et immobiliers sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur représente l'actif net par part, telle qu'elle est établie par les fonds en date du bilan.

Caution

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par CRCDD relativement à une caution qu'il a accordée, une approche fondée sur l'actif et une méthode de valeur de liquidation sont utilisées afin d'estimer le montant de passif à constater.

Billets à payer et passifs financiers

Les billets à payer et passifs financiers sont liés à certains investissements à impact économique québécois et sont comptabilisés à leur juste valeur, qui correspond à la somme que CRCDD aurait à verser en vertu des ententes contractuelles sous-jacentes à ces billets à payer et passifs financiers à la date de présentation de l'information financière.

Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois

La juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois est déterminée selon la méthode d'actualisation des flux monétaires contractuels et prend notamment en considération le risque de crédit du débiteur. Généralement, l'estimation des montants à recevoir et du moment de leur recouvrement dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des instruments de marché monétaire dont l'échéance au moment de l'acquisition est inférieure à 90 jours.

Capital-actions

Les actions de CRCDD sont rachetables au gré de l'actionnaire, sujet à certaines conditions, et constituent donc des passifs financiers. Elles sont toutefois présentées dans l'actif net, car elles possèdent toutes les caractéristiques suivantes :

- Elles accordent à l'actionnaire le droit à une quote-part de l'actif net de CRCDD en cas de liquidation de celui-ci;
- Elles appartiennent à une catégorie qui est subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments de CRCDD;
- Elles possèdent des caractéristiques identiques à tous les autres instruments de cette catégorie;

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

- À l'exception de l'obligation contractuelle pour CRCD de racheter ou de rembourser l'instrument en trésorerie ou à partir d'un autre actif financier, elles n'incluent pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à une autre entité, ni d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à CRCD; il ne s'agit pas non plus d'un contrat qui sera ou qui peut être réglé en actions de CRCD;
- Le total des flux de trésorerie attendus attribuables aux actions, sur leur durée de vie, est basé essentiellement sur le résultat net, la variation de l'actif net comptabilisé ou la variation de la juste valeur de l'actif net comptabilisé et non comptabilisé de CRCD sur la durée de vie des actions (à l'exclusion de l'effet des actions).

Les frais d'émission d'actions, nets d'impôts, sont inclus dans les états individuels des variations de l'actif net.

Constatation des produits

Intérêts

Pour les investissements à impact économique québécois, les intérêts sont comptabilisés au taux contractuel lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Pour les autres investissements, les intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des primes et des escomptes selon cette méthode est enregistré aux états individuels du résultat global sous la rubrique « Intérêts ».

Dividendes et distributions

Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions ou encaissés.

Les distributions sont comptabilisées lorsqu'elles sont déclarées par les fonds du portefeuille des autres investissements.

Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Gains et pertes

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût. Les variations de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements sont considérées comme un ajustement au produit de cession et sont donc comptabilisées comme gains et pertes réalisés. Les gains et les pertes réalisés sur un billet à payer ou un passif financier sont comptabilisés lorsque ceux-ci sont payés et correspondent à l'écart entre le montant payé par CRCD en règlement du billet ou du passif financier et leur valeur initiale. Ces gains et ces pertes ne prennent pas en compte les gains et les pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et les pertes non réalisés de l'exercice en cours.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Devise fonctionnelle et conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens, soit la devise fonctionnelle de CRCD, au cours de change en vigueur à la date de clôture de la période de présentation de l'information financière. Les produits et les charges sont convertis au cours de change à la date de transaction. Les plus-values ou les moins-values, réalisées ou non, sur les investissements résultant de ces conversions sont comptabilisées aux états individuels du résultat global sous la rubrique « Gains (pertes) sur investissements ». Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devises, les variations liées à la conversion de devises sont présentées dans les « Autres frais d'exploitation » aux états individuels du résultat global. CRCD a recours à des contrats de change qui visent la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devises étrangères, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actifs. CRCD a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture.

Impôts

La charge d'impôts sur le bénéfice comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sur le bénéfice sont comptabilisés aux états individuels du résultat global, sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés hors résultat directement aux états individuels des variations de l'actif net. Dans ce cas, les impôts sur le bénéfice sont aussi comptabilisés hors résultat directement dans l'actif net.

L'impôt exigible est le montant de l'impôt sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période, calculé selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la clôture de la période de présentation de l'information financière et tout ajustement de l'impôt à payer à l'égard des périodes antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers, sauf ceux liés aux gains latents décrits au paragraphe suivant. L'impôt différé est calculé sur une base non actualisée au moyen des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif d'impôt différé sera réglé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

CRCD est assujéti à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur son bénéfice. Il est également assujéti aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable. Aux fins de l'impôt fédéral, CRCD peut entre autres obtenir le remboursement de son impôt payé sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions. CRCD se considère, en substance, comme exempté des impôts fédéraux sur le bénéfice liés aux gains (pertes) en capital aux fins de l'application des IFRS et, par conséquent, ne constate aucun impôt différé relativement aux gains (pertes) latents sur les investissements ni impôt différé relativement aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux liés à l'impôt en main remboursable au titre des gains en capital. Aux fins de l'impôt provincial, les gains (pertes) en capital réalisés ne sont pas imposables (déductibles).

Bénéfice net par action ordinaire

Le bénéfice net par action ordinaire est obtenu en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

4 Jugements significatifs, estimations et hypothèses

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que CRCD exerce des jugements et ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur l'information connexe. Des modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers de la période au cours de laquelle ces hypothèses ont été modifiées. CRCD estime que les hypothèses utilisées sont appropriées et que ses états financiers individuels présentent, par conséquent, une image fidèle de sa situation financière et de ses résultats.

La principale méthode comptable qui a nécessité que CRCD porte des jugements subjectifs ou complexes, souvent sur des questions de nature incertaine, concerne l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés.

Un jugement important est posé dans les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation. Bien que, dans la mesure du possible, ces techniques fassent appel à des données observables, la juste valeur est également établie au moyen de données et d'estimations internes (données non observables) qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation. L'utilisation de données non observables requiert le recours au jugement de la part de CRCD afin que celles-ci reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer la juste valeur à partir de la meilleure information disponible dans les circonstances. CRCD considère comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché en question. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et, pour cette raison, peut ne pas être représentative des justes valeurs futures.

Conformément aux exigences contenues dans le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* mis en place par l'Autorité des marchés financiers (AMF), CRCD a mis en œuvre divers contrôles et procédures afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers est appropriée et fiable. Les évaluations sont préparées par une équipe d'évaluateurs qualifiés qui s'appuient sur un processus structuré comportant plusieurs étapes de validation et de révision. Un comité d'évaluation de portefeuille, formé majoritairement de membres qui sont des évaluateurs qualifiés indépendants, surveille le risque opérationnel lié à la non-conformité à la méthodologie d'évaluation de portefeuilles et fait rapport semestriellement au conseil d'administration. Plus précisément, son rôle consiste à passer en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus d'évaluation respecte les exigences réglementaires.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

5 Normes comptables publiées mais non encore adoptées

Les normes comptables applicables par CRCD qui ont été publiées par l'IASB mais qui ne sont pas encore en vigueur le 31 décembre 2016 sont présentées ci-après.

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

L'IASB a publié en mai 2014 l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui introduit un modèle de comptabilisation unique et exhaustif pour tous les contrats conclus avec des clients à l'exception de ceux entrant dans le champ d'application d'autres normes tels que les contrats d'assurance et les instruments financiers. L'IFRS 15 remplace ainsi les deux principales normes de comptabilisation des produits, soit l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et l'IAS 11, *Contrats de construction*, de même que les interprétations connexes. Le principe de base de cette nouvelle norme est que la comptabilisation d'un produit doit traduire le transfert de biens ou de services en un montant qui reflète la valeur de la contrepartie reçue, ou que l'on s'attend à recevoir en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme fournit aussi davantage de directives relativement à certains types de transactions et se traduira par une divulgation accrue de renseignements sur les produits.

L'IASB a publié en avril 2016 des amendements à la norme IFRS 15 qui fournissent des clarifications additionnelles sur la comptabilisation des produits et sur les dispositions transitoires relatives à l'application initiale.

CRCD a évalué l'incidence de l'adoption de l'IFRS 15, qui sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Seul le poste des revenus de frais d'administration pourrait être affecté. L'incidence serait limitée, considérant le montant peu significatif du poste.

IFRS 9, *Instruments financiers*

L'IASB a publié en juillet 2014 la version complète et définitive de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 comprend les exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et des passifs financiers, à la dépréciation des actifs financiers ainsi que les exigences générales relatives à la comptabilité de couverture.

L'IFRS 9 établit un nouveau modèle de classement et d'évaluation des actifs financiers visant à déterminer si un actif financier doit être classé au coût amorti, à la juste valeur par le biais du résultat net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Ce modèle est basé sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier ainsi que sur le modèle économique en vertu duquel il est détenu. Pour le classement et l'évaluation des passifs financiers, la nouvelle norme reprend essentiellement les exigences actuelles de l'IAS 39.

La norme introduit également un modèle unique de dépréciation des actifs financiers nécessitant la comptabilisation des pertes de crédit attendues plutôt que celle des pertes subies tel que l'exige le modèle de dépréciation actuel. Le modèle prévoit la comptabilisation de pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir à compter de la date de comptabilisation initiale d'un actif financier, puis la comptabilisation de pertes attendues pour la durée de vie si le risque de crédit de l'instrument financier en question a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Enfin, l'IFRS 9 inclut un nouveau modèle pour la comptabilité de couverture afin de mieux harmoniser celle-ci avec les activités de gestion des risques. Toutefois, la norme permet de conserver les exigences de l'IAS 39 relatives à la comptabilité de couverture plutôt que d'adopter les dispositions de l'IFRS 9.

Sur la base des travaux d'analyse d'IFRS 9 qui sont en cours, CRCDD n'anticipe pas d'incidence significative sur les résultats suite à l'adoption de cette norme.

6 Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de CRCDD sont discutés en détail dans les sections auditées « Risques de marché », « Risque de crédit et de contrepartie », « Risque de concentration » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de CRCDD, qui font partie intégrante des états financiers individuels auditées.

7 Investissements à impact économique québécois

Le *Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois* peut être obtenu sur demande en écrivant à la place d'affaires de CRCDD ou en consultant son site Internet à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

			Au 31 décembre 2016
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	294 646	49 675	344 321
Actions privilégiées	198 285	22 062	220 347
Parts de fonds	188 398	62 354	250 752
Prêts et avances	100 899	2 135	103 034
Garantis			
Prêts et avances	4 914	(1 850)	3 064
	787 142	134 376	921 518

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

			Au 31 décembre 2015
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	269 092	21 041	290 133
Actions privilégiées	169 966	10 888	180 854
Parts de fonds	188 195	47 715	235 910
Prêts et avances	104 455	(416)	104 039
Garantis			
Prêts et avances	6 888	(625)	6 263
	738 596	78 603	817 199

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en dollars américains pour une juste valeur de 85,6 M\$ (58,4 M\$ au 31 décembre 2015).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les prêts et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 10,4 % (11,1 % au 31 décembre 2015). Pour la quasi-totalité des prêts et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, les produits d'intérêts comptabilisés selon le taux contractuel sont de 12,1 M\$ (13,9 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015). La variation de la juste valeur des prêts et avances est principalement imputable aux changements du risque de crédit et, dans une moindre mesure, à l'évolution des taux exigés sur ces types de produits.

Les prêts et avances ont une durée moyenne résiduelle de 3,7 années (4,0 années au 31 décembre 2015), et la juste valeur de ces prêts et avances venant à échéance dans moins de un an est de 6,1 M\$ (4,0 M\$ au 31 décembre 2015).

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité

La répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité s'établit comme suit :

Secteur d'activité	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾ \$	Au
					31 décembre 2016
					Engagement total \$
Manufacturier	366 817	62 437	429 254	25 966	455 220
Services	206 303	33 836	240 139	1 900	242 039
Innovations technologiques	25 624	(24 251)	1 373	-	1 373
Fonds	188 398	62 354	250 752	161 255	412 007
Total	787 142	134 376	921 518	189 121	1 110 639

Secteur d'activité	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾ \$	Au
					31 décembre 2015
					Engagement total \$
Manufacturier	328 212	57 078	385 290	7 947	393 237
Services	196 540	(1 863)	194 677	9 400	204 077
Innovations technologiques	25 649	(24 327)	1 322	-	1 322
Fonds	188 195	47 715	235 910	153 735	389 645
Total	738 596	78 603	817 199	171 082	988 281

⁽¹⁾ Les fonds engagés mais non déboursés n'apparaissent pas à l'actif.

Fonds engagés mais non déboursés

Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par CRCD mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2017 \$	2018 \$	2019 \$	2020 \$	2021 et après \$	Total \$
83 466	17 931	12 050	25 283	50 391	189 121

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Investissements dans les filiales et dans les entités associées

À la suite des analyses quantitatives et qualitatives effectuées, CRCD a déterminé qu'il détient le contrôle (filiales) ou qu'il exerce une influence notable (entités associées) sur le nombre d'entités suivant :

	Au 31 décembre 2016		Au 31 décembre 2015	
	Nombre	Juste valeur \$	Nombre	Juste valeur \$
Filiales				
Entreprises partenaires	10	262 075	10	197 018
Entités associées				
Entreprises partenaires	20	160 078	18	140 217
Fonds	7	225 304	7	211 194

L'établissement principal de ces entités est au Québec et le pays d'incorporation est le Canada.

Au 31 décembre 2016, l'augmentation du nombre d'entreprises partenaires s'explique par l'acquisition de deux entités associées, la diminution des titres de participation d'une filiale devenant une entité associée, l'acquisition d'une nouvelle filiale ainsi que la disposition d'une entité associée.

Les participations dans le capital-actions de ces entreprises partenaires sont constituées d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Le pourcentage des titres de participation détenus par CRCD dans chacune de ces entreprises partenaires est à 50 % et plus pour les filiales et se situe entre 15 % et 49 % pour les entités associées. À l'exception d'une filiale (une au 31 décembre 2015), les droits de vote sont équivalents à la proportion des intérêts détenus.

CRCD a investi en tant que commanditaire dans certains fonds sur lesquels il exerce une influence notable. Au 31 décembre 2016, les participations sont constituées de parts, et le pourcentage de détention varie entre 20,0 % et 94,6 % (entre 20,0 % et 90,9 % au 31 décembre 2015).

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

8 Autres investissements

Le Relevé des autres investissements non audité peut être obtenu sur demande en écrivant à la place d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 31 décembre 2016		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	252 129	(2 008)	250 121
Provinciales, municipales ou garanties	160 693	(1 750)	158 943
Institutions financières	108 897	650	109 547
Sociétés	60 932	793	61 725
	582 651	(2 315)	580 336
Instruments de marché monétaire ⁽¹⁾	22 169	-	22 169
Contrats de change ⁽²⁾	-	(433)	(433)
Fonds d'actions mondiales	102 540	2 546	105 086
Fonds immobilier	62 552	1 566	64 118
Actions privilégiées	64 413	(4 559)	59 854
Total	834 325	(3 195)	831 130

Répartition des obligations par échéance

	Au 31 décembre 2016			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	1 049	229 734	351 868	582 651
Valeur nominale	1 000	228 827	371 068	600 895
Juste valeur	1 045	230 145	349 146	580 336
Taux moyen nominal ⁽³⁾	6,50 %	2,10 %	2,14 %	2,13 %
Taux moyen effectif	6,50 %	1,94 %	2,20 %	2,11 %

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2015		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	304 466	2 670	307 136
Provinciales, municipales ou garanties	155 934	1 112	157 046
Institutions financières	136 165	1 939	138 104
Sociétés	61 232	1 025	62 257
	657 797	6 746	664 543
Instruments de marché monétaire ⁽¹⁾	37 607	-	37 607
Contrats de change ⁽²⁾	-	562	562
Fonds immobilier	12 790	346	13 136
Actions privilégiées	87 935	(10 179)	77 756
Total	796 129	(2 525)	793 604

Répartition des obligations par échéance

	Au 31 décembre 2015			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	6 694	325 056	326 047	657 797
Valeur nominale	6 634	320 614	339 960	667 208
Juste valeur	6 756	328 289	329 498	664 543
Taux moyen nominal ⁽³⁾	3,64 %	2,52 %	2,45 %	2,49 %
Taux moyen effectif	2,66 %	2,05 %	2,34 %	2,20 %

⁽¹⁾ Les instruments de marché monétaire sont composés de dépôts à terme, de bons du Trésor et d'obligations à coupons détachés d'une échéance originale inférieure à un an.

⁽²⁾ Les contrats de change pour vendre un notionnel de 82,3 M\$ US ont une échéance de trois mois (62,7 M\$ US au 31 décembre 2015).

⁽³⁾ La quasi-totalité des obligations porte intérêt à taux fixe.

Les autres investissements incluent des fonds d'actions mondiales qui sont exposés aux monnaies étrangères pour une juste valeur de 95,8 M\$ (aucune au 31 décembre 2015).

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Fonds engagés mais non déboursés

Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus dans le fonds immobilier et pour lesquels des montants ont été engagés par CRCD mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. L'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2017 \$	2018 \$	2019 \$	2020 \$	2021 et après \$	Total \$
18 067	-	-	-	-	18 067

9 Juste valeur des instruments financiers

Niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur

CRCD a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : évaluation basée sur les cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : les données concernant l'actif ou le passif utilisées dans l'évaluation, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, sont observables directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif utilisées dans l'évaluation ne sont pas fondées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Les tableaux qui suivent présentent la répartition des évaluations à la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur aux bilans selon ces trois niveaux :

				Au 31 décembre 2016
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	576	-	920 942	921 518
Autres investissements	534 359	232 653	64 118	831 130
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	27 469	27 469
Total des actifs financiers	534 935	232 653	1 012 529	1 780 117
Passifs financiers				
Billets à payer et passifs financiers	-	-	25 233	25 233

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2015			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	826	-	816 373	817 199
Autres investissements	525 929	254 539	13 136	793 604
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	28 846	28 846
Total des actifs financiers	526 755	254 539	858 355	1 639 649
Passifs financiers				
Billets à payer et passifs financiers	-	-	26 309	26 309

Les transferts entre les niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur se font à la date de clôture de l'exercice visé. Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux durant les exercices terminés au 31 décembre 2016 et 2015.

Instruments financiers classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent le rapprochement entre les soldes de début et de fin des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Au 31 décembre 2016			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Billets à payer et passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2015	816 373	13 136	28 846	(26 309)
Gains (pertes) réalisés	18 128	-	(243)	(87)
Gains (pertes) non réalisés	56 022	1 221	-	670
Acquisitions/émission	119 580	49 761	1 883	-
Cessions/remboursements	(89 161)	-	(3 017)	493
Juste valeur au 31 décembre 2016	920 942	64 118	27 469	(25 233)
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les billets à payer et passifs financiers détenus au 31 décembre 2016	64 061	1 221	-	658

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2015			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Billets à payer et passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2014	710 029	2 986	22 134	(22 148)
Gains (pertes) réalisés	22 971	-	13 853	(3 390)
Gains (pertes) non réalisés	43 104	337	-	(833)
Acquisitions/émission	169 965	10 186	5 392	-
Cessions/remboursements	(129 696)	(373)	(12 533)	62
Juste valeur au 31 décembre 2015	816 373	13 136	28 846	(26 309)
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les billets à payer et passifs financiers détenus au 31 décembre 2015	56 948	337	-	(976)

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les tableaux suivants présentent les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

Au
31 décembre
2016

	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	38 094	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 5,3 % à 19,1 % (8,6 %)
Actions non participantes	136 159	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 4,6 % à 7,8 % (5,2 %)
Actions participantes majoritaires	225 183	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 7,4 % à 10,0 % (8,8 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 7,5 % à 25,4 % (13,3 %)
	28 498	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	8 394	Actif net redressé	Actif net de l'entité	-
Actions participantes minoritaires	144 159	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 6,9 % à 16,1 % (10,0 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 6,0 % à 39,6 % (15,9 %)
	64 132	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	21 659	Actif net redressé	Actif net de l'entité	- (2)
	3 912	Autres ⁽³⁾	-	-
Parts de fonds	<u>250 752</u>	Actif net redressé	Actif net du fonds	- (2)
	<u>920 942</u>			
Autres investissements – Fonds immobilier	64 118	Actif net redressé	Actif net du fonds	- (2)
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	27 469	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,4 % à 10,0 % (5,4 %)
Billets à payer et passifs financiers	(25 233)	Diverses	-	-

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Au
31 décembre
2015

	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	49 283	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 7,3 % à 26,3 % (11,2 %)
Actions non participantes	129 168	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 5,2 % à 10,2 % (5,8 %)
Actions participantes majoritaires	165 286	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 8,5 % à 12,1 % (9,6 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 8,4 % à 17,4 % (10,9 %)
	31 733	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
Actions participantes minoritaires	124 171	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 7,2 % à 16,4 % (9,8 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 1,4 % à 28,5 % (12,1 %)
	60 073	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	17 973	Actif net redressé	Actif net de l'entité	- ⁽²⁾
	2 775	Autres ⁽³⁾	-	-
Parts de fonds	<u>235 911</u>	Actif net redressé	Actif net du fonds	- ⁽²⁾
	<u>816 373</u>			
Autres investissements – Fonds immobilier	13 136	Actif net redressé	Actif net du fonds	- ⁽²⁾
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	28 846	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,5 % à 12,0 % (6,2 %)
Billets à payer et passifs financiers	(26 309)	Diverses	-	-

⁽¹⁾ En raison des tailles très variées des entités composant le portefeuille, le flux caractéristique est présenté en pourcentage des ventes.

⁽²⁾ En raison des tailles très variées des entités et des fonds composant le portefeuille, aucun intervalle de valeur des données n'est présenté pour l'actif net de l'entité ou du fonds.

⁽³⁾ Les autres techniques d'évaluation regroupent notamment les méthodes de valeur de transaction escomptée, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les principales techniques d'évaluation utilisées pour les actions participantes tiennent compte des investissements faits dans une même entité sous forme de prêts et avances ainsi que d'actions non participantes. Conséquemment, la juste valeur des actions participantes inclut ces investissements mixtes.

Sensibilité de la juste valeur aux données non observables

Bien que CRCD considère que les estimations de la juste valeur retenues aux fins des états financiers individuels sont appropriées, l'utilisation d'hypothèses différentes liées aux données non observables pourrait amener des résultats différents.

Prêts et avances, actions non participantes – Actualisation des flux monétaires

De façon générale, une augmentation (diminution) du taux de rendement exigé prise de façon isolée entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur. CRCD juge que l'effet de la substitution d'une ou de plusieurs hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation du taux de rendement exigé de l'ordre de 0,5 %. Une telle variation du taux de rendement exigé n'aurait toutefois aucune incidence directe significative sur la juste valeur des prêts et avances et des actions non participantes.

Actions participantes – Capitalisation des flux monétaires

Dans le cadre de l'évaluation d'un investissement donné, le recours à des hypothèses différentes liées aux deux données non observables, soit le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation, pourrait entraîner une augmentation ou une diminution de la juste valeur de cet investissement. Toutefois, il existe des interrelations entre ces deux données non observables. En effet, l'utilisation d'hypothèses différentes liées à l'une de ces données entraîne généralement une révision des hypothèses sous-jacentes à l'autre donnée, limitant ainsi l'incidence sur la juste valeur.

En pratique, CRCD détermine un intervalle de justes valeurs acceptables pour chacun des investissements évalués et le milieu de celui-ci est généralement retenu aux fins de présentation aux états financiers. En additionnant chacun de ces intervalles, l'écart cumulatif entre le haut ou le bas de l'intervalle des justes valeurs acceptables et la juste valeur retenue de l'investissement exprimé en pourcentage de l'actif net de CRCD est de l'ordre de :

	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Actions participantes majoritaires	+/- 0,5 %	+/- 0,3 %
Actions participantes minoritaires	+/- 0,4 %	+/- 0,4 %

CRCD est d'avis que le fait de modifier les deux données non observables pour refléter d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour chacun des investissements évalués pris individuellement devrait avoir une incidence plus limitée que ce pourcentage sur l'actif net de CRCD.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Actions participantes – Transactions récentes et offres d'achat

Selon ces techniques, la juste valeur des actions participantes est fondée sur une donnée observable, soit le prix d'une transaction récente négociée entre des parties non liées ou le prix d'une offre d'achat reçue. CRCD doit porter un jugement pour déterminer si cette transaction récente est encore représentative de la juste valeur à la date d'évaluation ou si cette offre est sérieuse et crédible. Il peut aussi, au besoin, apporter certains ajustements jugés nécessaires, introduisant ainsi des données non observables dans l'établissement de la juste valeur. Le montant des ajustements est généralement peu significatif comparativement au prix de la transaction retenue ou de l'offre d'achat auquel ils se rapportent. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Parts de fonds – Actif net redressé

Selon cette technique, la juste valeur des parts de fonds est fondée sur une donnée observable, soit l'actif net présenté aux plus récents états financiers audités de chaque fonds détenu et ajusté au besoin pour tenir compte des acquisitions ou cessions de parts que CRCD a effectuées entre la date des états financiers de chacun de ces fonds et la date d'évaluation. Dans certaines circonstances, CRCD doit apporter certains autres ajustements qui font davantage appel au jugement. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Autres techniques d'évaluation

La juste valeur des actifs évalués selon d'autres techniques étant limitée, CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

10 Comptes débiteurs

	Au 31 décembre 2016 \$	Au 31 décembre 2015 \$
Intérêts, dividendes et distributions à recevoir sur les investissements	7 945	7 299
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	27 469	28 846
	35 414	36 145

La variation de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois n'est pas imputable aux changements du risque de crédit. Ces montants à recevoir incluent des montants libellés en dollars américains pour une somme de 25,6 M\$ (27,3 M\$ au 31 décembre 2015).

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Selon les informations disponibles à la date de clôture et les hypothèses posées sur le moment de recouvrement, CRCD s'attend à recouvrer des comptes débiteurs d'une valeur de 21,0 M\$ (26,9 M\$ au 31 décembre 2015) au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

11 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 31 décembre 2016 \$	Au 31 décembre 2015 \$
Encaisse	13 021	12 244
Instruments de marché monétaire	6 096	20 351
	19 117	32 595

12 Billets à payer et passifs financiers

Le 30 novembre 2010, CRCD a acquis de Desjardins Capital de risque, S.E.C., une filiale de la Fédération des caisses Desjardins du Québec, des investissements à impact économique québécois d'une juste valeur de 17,6 M\$ en contrepartie de billets ayant une valeur initiale équivalente. Chaque billet à payer est lié à un des investissements acquis et contient une clause selon laquelle le montant à payer sera ajusté en fonction des sommes encaissées par CRCD lors de la cession de l'investissement lié. Si le montant encaissé par CRCD, au moment de la cession, est inférieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera ajusté selon le montant reçu. Toutefois, si le montant encaissé par CRCD, au moment de la cession, est supérieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera majoré de 70 % du gain réalisé. Les frais de gestion pris en charge par CRCD relativement à un investissement entre sa date d'acquisition et sa date de cession seront déduits du montant du billet correspondant.

Les billets à payer avaient une échéance initiale de trois ans et sont prolongés jusqu'au 31 mai 2017.

Les passifs financiers sont des montants que CRCD aurait à verser en vertu d'ententes contractuelles et dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution de la juste valeur de certains investissements à impact économique québécois sous-jacents.

Au 31 décembre 2016, des billets à payer et passifs financiers d'une juste valeur de 23,1 M\$ étaient liés à des investissements à impact économique québécois évalués en dollars américains (24,1 M\$ au 31 décembre 2015).

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le paiement des billets à payer et des passifs financiers est directement lié à l'encaissement de sommes relatives à la cession de certains investissements à impact économique québécois. Étant donné que le moment de l'encaissement de ces sommes dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions, CRCD n'est pas en mesure de déterminer la période à laquelle il payera les billets à payer et les passifs financiers. Par contre, puisque le paiement de ceux-ci se fait généralement à la suite des sommes encaissées, le risque de liquidité est faible.

13 Comptes créditeurs

	Au 31 décembre 2016 \$	Au 31 décembre 2015 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	4 571	1 817
Autres	1 496	2 727
	6 067	4 544

CRCD s'attend à payer les comptes créditeurs au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

14 Marge de crédit

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 50 M\$ auprès de la Caisse centrale Desjardins (10 M\$ au 31 décembre 2015). Ce crédit bancaire porte intérêt au taux de crédit d'exploitation de la Caisse centrale Desjardins majoré de 0,5 %. Cette marge est garantie par des instruments de marché monétaire et des titres obligataires présentés dans les autres investissements et est renouvelable annuellement. Aux 31 décembre 2016 et 2015, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit. De plus, cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours des exercices 2016 et 2015.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

15 Capital-actions

Autorisé

CRCD est autorisé à émettre des actions ordinaires et des fractions d'action ordinaire, sans valeur nominale, participantes, avec droit de vote et droit d'élire deux représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, de façon à ce que le capital s'accroisse d'au plus 150 M\$ par année.

La Loi prévoit qu'à compter de la période de capitalisation qui suivra celle à la fin de laquelle CRCD aura atteint, pour la première fois, une capitalisation d'au moins 1,25 milliard de dollars, CRCD pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé des montants de 150 M\$ et de celui correspondant à la réduction du capital versé attribuable à l'ensemble des actions et des fractions d'actions qui auront été rachetées ou achetées de gré à gré par CRCD au cours de la période de capitalisation précédente.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par CRCD en cas de non-respect de ces limites et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect.

Au 28 février 2014, CRCD a atteint son plafond de capitalisation. Malgré les dispositions de sa loi constitutive, le ministre des Finances du Québec, dans son Discours du budget prononcé le 17 mars 2016, a autorisé exceptionnellement CRCD à recueillir un montant maximal de 135 M\$ pour chacune des périodes de capitalisation s'échelonnant du 1^{er} mars 2016 au 28 février 2017 et du 1^{er} mars 2017 au 28 février 2018. Le taux du crédit d'impôt provincial octroyé par le gouvernement du Québec pour l'acquisition d'actions a été fixé à 40 %.

Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquérir des actions de CRCD, le montant maximal alloué par investisseur pour chacune des émissions 2016 et 2017 a été fixé à 3 000 \$.

CRCD est tenu de payer des frais d'émission d'actions. Ceux-ci sont présentés en diminution du capital-actions, déduction faite des impôts. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, les frais d'émission d'actions s'élèvent à 1,6 M\$ (1,7 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015).

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Émis

L'actif net de CRCD au 31 décembre 2016 s'élève à 1 789,4 M\$ et se répartit par émission comme suit :

Émission	Prix d'émission par action \$	Solde* M\$	Rachat possible à compter de
2001	10,00	28,1	2008
2002	10,00	77,8	2009
2003	10,12 et 10,24	39,2	2010
2004	10,25	48,6	2011
2005	10,25	53,8	2012
2006	10,37 et 10,21	52,4	2013
2007	10,21 et 9,92	73,3	2014
2008	9,89 9,83 et 9,54	122,2	2015
2009	9,54 9,62 et 9,73	173,7	2016
2010	9,73 et 9,80	200,3	2017
2011	9,91 et 10,02	198,0	2018
2012	11,02	178,8	2019
2013	11,47	172,3	2020
2014	11,92	69,8	2021
2015	12,05	164,3	2022
2016	12,93	136,8	2023
L'actif net		1 789,4	

* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 31 décembre 2016.

Modalités de rachat

Une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire n'est rachetable par CRCD que dans les cas suivants :

- À la demande de la personne qui l'a acquise de CRCD depuis au moins sept ans;
- À la demande d'une personne à qui une telle action ou fraction d'action a été dévolue par succession;
- À la demande de la personne qui l'a acquise de CRCD si elle lui en fait la demande par écrit dans les 30 jours suivant la date de souscription;

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

- À la demande d'une personne qui l'a acquise de CRCD si elle est déclarée atteinte d'une invalidité mentale ou physique grave et permanente qui la rend inapte à poursuivre son travail.

De plus, CRCD pourra acheter de gré à gré une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire dans les cas où la mesure est prévue par une politique adoptée par le conseil d'administration et approuvée par le ministre des Finances.

Le prix de rachat des actions ordinaires est fixé deux fois l'an, à des dates distantes de six mois, par le conseil d'administration de CRCD sur la base de la valeur de CRCD déterminée selon les états financiers audités.

Crédit d'impôt

L'achat d'actions de CRCD donne droit à l'investisseur de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, qui est établi comme suit :

- Pour les achats avant le 24 mars 2006 : crédit d'impôt de 50 %;
- Pour les achats du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 35 %;
- Pour les achats du 10 novembre 2007 au 28 février 2014 : crédit d'impôt de 50 %;
- Pour les achats du 1er mars 2014 au 29 février 2016 : crédit d'impôt de 45 %;
- Pour les achats à compter du 1^{er} mars 2016 : crédit d'impôt de 40 %.

Un investisseur qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

16 Information concernant le capital

L'objectif de CRCD dans la gestion du capital est la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachat d'actions par les actionnaires. Le capital de CRCD est composé de l'actif net.

CRCD n'est pas assujéti à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 15.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

17 Charges

	2016	2015
	\$	\$
Autres frais d'exploitation		
Honoraires d'audit	189	201
Rémunération des membres du conseil d'administration et de ses comités	695	679
Honoraires pour services professionnels	441	120
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	111	134
Frais informatiques	1 369	889
Honoraires de distributions	1 030	259
Autres charges	1 154	408
	<hr/>	<hr/>
	4 989	2 690
	<hr/>	<hr/>
Services aux actionnaires		
Frais de fiduciaire	1 656	1 553
Communication de l'information aux actionnaires	249	343
Autres charges	239	203
	<hr/>	<hr/>
	2 144	2 099
	<hr/>	<hr/>

18 Impôts sur le bénéfice

Charge d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice se détaillent comme suit :

	2016		2015	
	État du résultat global \$	État des variations de l'actif net \$	État du résultat global \$	État des variations de l'actif net \$
Exigibles	2 228	(778)	5 202	(578)
Différés	707	(237)	(924)	(584)
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	2 935	(1 015)	4 278	(1 162)
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Rapprochement du taux d'imposition

Le taux réel d'imposition sur le bénéfice diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	2016 \$	2015 \$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,9 %	35 468	31 555
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts et le revenu imposable et autres éléments		
Pertes (gains) réalisés et non réalisés sur investissements	(27 287)	(21 614)
Dividendes non imposables	(6 557)	(5 653)
Autres	1 311	(10)
	2 935	4 278

Solde d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice comptabilisés aux bilans se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre 2016 \$	Au 31 décembre 2015 \$
Actif		
Impôts différés – frais d'émission	1 939	1 702
Impôts différés – autres	(1 482)	(775)
Impôts en main remboursables	13 505	12 119
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	5 672	691
	19 634	13 737

CRCD s'attend à recouvrer 7,6 M\$ (à recouvrer 2,4 M\$ au 31 décembre 2015) d'impôts sur le bénéfice au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

19 Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à CRCD comprennent Desjardins Capital de risque inc. (DCR) son gestionnaire qui est une filiale de la Fédération des caisses Desjardins du Québec et fait partie du Mouvement des caisses Desjardins. CRCD est donc indirectement lié au Mouvement des caisses Desjardins. Les parties liées incluent également les principaux dirigeants de CRCD.

- CRCD a retenu les services de DCR et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion d'une durée de cinq ans est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Elle prévoit la facturation de frais distincts pour la contribution du réseau des caisses Desjardins dans la distribution des actions de CRCD. La convention de gestion attribue à CRCD certaines dépenses relatives à la gouvernance. Les honoraires de négociation sont gagnés par DCR et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion de CRCD.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

En vertu de cette convention, CRCD était engagé jusqu'au 31 décembre 2015 à verser des frais de gestion équivalant à 2,02 % de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Pour l'exercice 2016, un ajustement à la baisse de 1,65 M\$ a été apporté. Cet ajustement, octroyé dans un contexte où une négociation des frais de gestion est actuellement en cours pour les années 2017 et suivantes, visait notamment à refléter les économies d'échelle réalisées par DCR liées à la croissance des actifs de CRCD ainsi qu'à l'augmentation du solde des actions de CRCD éligibles au rachat au cours des dernières années. Un ajustement aux frais de gestion de CRCD est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans certains fonds. Le taux de 2,02 % demeurera le même ou sera révisé à la baisse à compter de l'exercice 2016, toute hausse étant exclue.

- CRCD a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transferts des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de CRCD, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2016 et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2020. La tarification est demeurée inchangée.
- CRCD a confié la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins inc. Le contrat de garde et d'administration est entré en vigueur le 1^{er} mai 2009. Il est d'une durée illimitée à moins que l'une ou l'autre des parties, sur préavis écrit d'au moins 90 jours, ne décide d'y mettre fin.
- CRCD a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Cette convention est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2016 et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2020. En vertu de cette convention, CRCD s'est engagé jusqu'au 31 décembre 2017 à verser des honoraires annuels de 325 000 \$. Ces honoraires pourraient faire l'objet d'une révision à compter de l'exercice 2018. Également, CRCD s'est engagé à verser, si requis, des honoraires de projets afin de réaliser les travaux pour faire évoluer les outils et les applications supportant le processus de distribution des actions de CRCD.
- CRCD a confié au réseau des caisses Desjardins l'émission de ses actions.
- CRCD a confié à la Caisse centrale Desjardins, fusionnée avec la Fédération des caisses Desjardins du Québec le 1^{er} janvier 2017, ses opérations bancaires liées à ses activités quotidiennes et le rôle de contrepartiste pour les contrats de change.
- CRCD a confié à Valeurs mobilières Desjardins le rôle de courtier de plein exercice. Son travail consiste à être intermédiaire pour les ventes et les achats des actions transigées sur des marchés publics.
- CRCD a confié à Groupe Technologies Desjardins sa stratégie de développement des technologies de l'information (plan directeur TI), notamment avec l'implantation d'un nouveau logiciel de gestion des investissements et son évolution.
- Dans son portefeuille des autres investissements, CRCD détient des titres émis par Caisse centrale Desjardins.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(Les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Transactions entre les parties liées de CRCD

Dans le cours normal de ses activités, CRCD a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement des caisses Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Sauf indication contraire, aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales. Les soldes sont généralement réglés en trésorerie. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre 2016			Au 31 décembre 2015		
	DCR \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	DCR \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
Bilans						
Actif						
Autres investissements	-	4 968	4 968	-	9 653	9 653
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	-	31	31	-	73	73
Encaisse	-	13 213	13 213	-	12 387	12 387
Passif						
Billets à payer et passifs financiers	-	19 850	19 850	-	20 556	20 556
Comptes créditeurs	1 496	3 031	4 527	2 727	397	3 124
	2016			2015		
	DCR \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	DCR \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
États du résultat global						
Produits						
Intérêts	-	110	110	-	166	166
Gains (pertes) sur investissements	-	2 339	2 339	-	(12 134)	(12 134)
Charges						
Frais de gestion	27 293	-	27 293	25 431	-	25 431
Autres frais d'exploitation	-	2 374	2 374	-	1 466	1 466
Services aux actionnaires	-	1 656	1 656	-	1 553	1 553
États des variations de l'actif net						
Frais d'émission	-	2 535	2 535	-	2 845	2 845

⁽¹⁾ Les autres parties liées comprennent la Fédération des caisses Desjardins du Québec ainsi que ses filiales, soit Caisse centrale Desjardins, Capital Desjardins, Valeurs mobilières Desjardins, Desjardins Capital de risque, S.E.C., Groupe Technologies Desjardins et Fiducie Desjardins. Elles comprennent aussi le réseau des caisses Desjardins et le Régime de rentes du Mouvement Desjardins.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de CRCD sont les membres du conseil d'administration. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, la rémunération des principaux dirigeants se compose uniquement d'avantages à court terme pour un montant de 511 000 \$ (495 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015).

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements
à impact économique québécois
Au 31 décembre 2016



Le 16 février 2017

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons effectué l'audit du relevé du coût des investissements à impact économique québécois ci-joint de Capital régional et coopératif Desjardins au 31 décembre 2016. Le relevé a été préparé par la direction conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

Responsabilité de la direction pour le relevé

La direction est responsable de la préparation et de la présentation du relevé conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un relevé exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le relevé, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le relevé ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans le relevé. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le relevé comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation du relevé afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du relevé.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
T : +1 514 205-5000, F : +1 514 876-1502*



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le relevé du coût des investissements à impact économique québécois de Capital régional et coopératif Desjardins au 31 décembre 2016 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement économique des fonds en capital de développement.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts et avances	Prêts et avances	
Abitibi-Témiscamingue						
Norbell Électrique inc.	2010	S	-	74	-	74
Trim Line de l'Abitibi inc.	2009	S	125	12	-	137
Vézeau et frères inc.	2009	S	-	110	-	110
Total Abitibi-Témiscamingue			125	196	-	321
Bas-Saint-Laurent						
Fonderie BSL inc.	2010	M	-	6	-	6
Télécommunications Denis Gignac inc.	2010	S	-	500	-	500
Total Bas-Saint-Laurent			-	506	-	506
Capitale-Nationale						
Boutique Le Pentagone inc.	2008	S	3 261	-	184	3 445
Congébec Logistique II inc.	2015	S	26 589	5 301	-	31 890
Frima Studio inc.	2008	S	-	-	300	300
Groupe conseil NOVO SST inc.	2013	S	750	1 689	-	2 439
Groupe Gecko Alliance inc.	2016	M	14 772	13 073	-	27 845
Groupe Humagade inc. (Bandsintown Canada inc.)	2006	IT	11 190	38	-	11 228
Jobillico inc.	2015	S	1 020	5 580	-	6 600
OptoSecurity inc.	2007	IT	-	939	-	939
Simard Suspensions inc.	2009	M	-	95	-	95
Technologies Obzerv inc.	2010	M	1 500	-	-	1 500
Total Capitale-Nationale			59 082	26 715	484	86 281
Centre-du-Québec						
Avjet Holding inc.	2009	S	3 732	3 383	-	7 115
CBR Laser inc.	2012	M	-	12 680	-	12 680
Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable	2016	M	4 500	-	-	4 500
Farinart inc.	2010	M	250	-	-	250
Groupe Anderson inc.	2007	M	3 586	-	-	3 586
Industries ACM Canada inc.	2013	M	-	-	1 494	1 494
Total Centre-du-Québec			12 068	16 063	1 494	29 625
Chaudière - Appalaches						
C.I.F. Métal Itée	2005	M	1 497	-	-	1 497
Groupe Filgo inc.	2012	S	13 961	-	-	13 961
Groupe Industries Fourmier inc.	2013	M	17 000	2 821	-	19 821
Horisol Coopérative de travailleurs	2008	M	-	131	-	131
Hortau inc.	2010	M	1 605	-	-	1 605
Marquis Imprimeur inc.	2007	M	2 970	1 098	-	4 068
Produits de plancher Finitec inc.	2007	M	-	198	-	198
Total Chaudière - Appalaches			37 033	4 248	-	41 281
Côte-Nord						
9274-4192 Québec inc. (Boisaco)	2013	M	464	-	-	464
Total Côte-Nord			464	-	-	464

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts et avances	Prêts et avances	
Estrie						
Balances M. Dodier inc. (Les)	2011	S	-	183	-	183
Camso inc.	2002	M	8 935	-	-	8 935
Coopérative de travailleurs actionnaire Filage Sherbrooke (FilSpec)	2004	M	-	289	-	289
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	S	-	538	-	538
Éco-Pak inc. (2948-4292 Québec inc.)	2008	S	-	138	-	138
Électro-5 inc.	2009	S	-	22	-	22
Engrenages Sherbrooke inc. (Les)	2013	M	-	363	-	363
Exo-s-inc.	2012	M	20 572	8 444	-	29 016
FilSpec inc.	2004	M	1 366	-	-	1 366
Imprimerie Précis-Grafik inc.	2009	M	1 500	610	-	2 110
Kemestrie inc.	2010	IT	528	-	-	528
L.P. Royer inc.	2010	M	-	1 505	-	1 505
Ocera Therapeutics inc.	2003	IT	10 569	-	-	10 569
Total Estrie			43 470	12 092	-	55 562
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						
Éocycle Technologies inc.	2004	M	2 403	-	-	2 403
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			2 403	-	-	2 403
Hors Canada						
Pharmaxis ltée	2010	IT	2 360	-	-	2 360
Total Hors Canada			2 360	-	-	2 360
Lanaudière						
Groupe Composites VCI inc.	2007	M	2 250	-	-	2 250
Total Lanaudière			2 250	-	-	2 250
Mauricie						
Classement Luc Beaudoin inc. (9289-8907 Qc inc.)	2013	S	-	461	-	461
Groupe Telecon	2011	S	48 390	5 588	-	53 978
Innovations Voltflex inc.	2006	M	17	-	-	17
Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	2004	M	-	891	-	891
Total Mauricie			48 407	6 940	-	55 347

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts et avances	Prêts et avances	
Montérégie						
9523383 Canada inc. (C.A.T.)	2016	S	7 224	-	-	7 224
A. & D. Prévoist inc.	2011	M	10 880	7 318	-	18 198
A.T.L.A.S. Aéronautique inc.	2010	M	6 000	-	-	6 000
Agropur Coopérative	2014	M	74 947	-	-	74 947
Câbles Ben-Mor inc. (Les)	2009	M	-	2 577	-	2 577
Complexe sportif Interplus	2007	S	-	278	-	278
Corporation de Développement Knowlton inc.	2006	M	3 478	-	-	3 478
Groupe Atis inc.	2015	M	28 000	1 828	-	29 828
Groupe Dagenais M.D.C. inc.	2010	S	-	75	-	75
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	M	1 794	-	-	1 794
Investissements Brasco inc.	2009	M	-	809	-	809
Mirazed inc.	2007	M	-	-	1 319	1 319
NSE Automatech inc.	2013	M	3 000	-	-	3 000
Urecon Itée	2012	M	4 087	3 527	-	7 614
Total Montérégie			139 410	16 412	1 319	157 141
Montréal						
8973822 Canada inc. (anc. Vision Globale A.R. Itée)	2012	S	9 860	-	-	9 860
ACCEO Solutions inc.	2012	S	15 000	5 313	-	20 313
Arbell Electronics inc.	2008	S	1 254	642	141	2 037
Courchesne, Larose Itée	2015	M	-	10 728	-	10 728
Elfiq inc.	2013	M	-	169	-	169
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	M	356	-	120	476
Groupe Alithya inc.	2015	S	13 750	-	-	13 750
Groupe API inc.	2009	S	-	100	-	100
Groupe Solotech inc.	2013	S	21 250	-	-	21 250
La Coop fédérée	2005	M	50 000	-	-	50 000
Recrutement Totem inc.	2013	S	-	78	-	78
Solutions Médias 360 inc.	2016	S	8 750	-	-	8 750
SPB Solutions inc.	2016	M	-	-	1 000	1 000
Tissus Amalgamated inc.	2015	M	8 944	-	-	8 944
Vins Philippe Dandurand inc. (anc. Phildan inc.)	2015	M	8 250	-	-	8 250
Total Montréal			137 414	17 030	1 261	155 705
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
Démolition et excavation Démex inc.	2008	S	-	157	-	157
Groupe Canmec inc.	2004	M	7 014	-	-	7 014
Groupe Nokamic inc.	2005	S	-	45	-	45
Nokamic inc.	2010	M	-	-	356	356
Produits sanitaires Lépine inc. (Les)	2010	M	1 431	-	-	1 431
Senneco inc.	2013	S	-	495	-	495
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean			8 445	697	356	9 498

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts et avances	Prêts et avances	
Fonds						
Capital croissance PME s.e.c.	2010	F	18 311	-	-	18 311
Capital croissance PME II s.e.c.	2014	F	71 632	-	-	71 632
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	F	52 890	-	-	52 890
FIER Partenaires, s.e.c.	2005	F	7 890	-	-	7 890
Fonds d'investissement MSBI, s.e.c.	2004	F	5 035	-	-	5 035
Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA)	2011	F	6 167	-	-	6 167
Fonds Relève Québec, s.e.c.	2011	F	3 284	-	-	3 284
Novacap Industries III, s.e.c.	2007	F	-	-	-	-
Novacap Technologies III, s.e.c.	2007	F	-	-	-	-
Société en commandite Essor et Coopération	2013	F	23 189	-	-	23 189
Total Fonds			188 398	-	-	188 398
Total au coût			681 329	100 899	4 914	787 142

Légende par secteur d'activité

- M: Manufacturier
- S: Services
- IT : Innovations technologiques
- F: Fonds

Ce relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 7 des états financiers de CRCD au 31 décembre 2016.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements
Au 31 décembre 2016

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations (69,8 %)				
Obligations fédérales et garanties (30,1 %)				
Fiducie du Canada pour l'habitation	2025-12-15, 1,95 %	625	610	615
	2025-12-15, 2,25 %	35 000	35 878	35 295
	2026-09-15, 1,90 %	32 985	32 359	32 072
Gouvernement du Canada	2022-03-01, 0,50 %	26 000	25 602	25 095
	2026-06-01, 1,50 %	18 125	17 777	17 782
	2027-06-01, 1,00 %	22 900	21 193	21 094
LNH Banque Laurentienne du Canada ¹	2021-10-01, 1,30 %	11 898	11 786	11 689
LNH Merrill Lynch Canada inc. ¹	2019-09-01, 1,85 %	959	967	969
	2020-05-01, 1,35 %	20 980	20 907	20 902
	2020-12-01, 1,25 %	24 717	24 658	24 473
	2021-03-01, 1,25 %	39 176	39 000	38 707
	2021-08-01, 1,30 %	8 851	8 794	8 727
	2021-11-01, 1,37 %	9 468	9 362	9 343
PSP Capital	2024-04-04, 3,29 %	3 150	3 235	3 358
Total obligations fédérales et garanties		254 834	252 128	250 121
Obligations provinciales, municipales ou garanties (19,1 %)				
Hydro-Québec	2023-02-15, 2,21 %	20 000	17 488	17 424
	2023-08-15, 2,28 %	10 000	8 604	8 547
	2024-02-15, 2,28 %	48 800	41 525	40 886
	2024-08-15, 2,02 %	14 040	12 046	11 541
Municipal Finance Authority of British Columbia	2021-06-01, 4,15 %	2 000	2 106	2 198
	2024-10-14, 2,95 %	2 000	2 114	2 063
	2025-10-02, 2,65 %	3 000	3 007	3 002
Municipalité régionale de York	2021-06-30, 4,00 %	1 500	1 537	1 637
OPB Finance	2022-02-24, 1,88 %	3 650	3 600	3 621
	2026-02-02, 2,95 %	2 000	1 999	2 023
Province de la Nouvelle-Écosse	2025-06-01, 2,15 %	2 500	2 426	2 431
Province de l'Alberta	2026-06-01, 2,20 %	26 700	26 477	25 917
Province de l'Ontario	2018-12-03, 1,05 %	845	845	848
	2022-12-02, 1,98 %	21 800	19 400	19 181
	2025-06-02, 2,53 %	6 000	4 853	4 806
Province de Québec	2024-06-01, 2,46 %	3 000	2 503	2 488
	2026-09-01, 2,50 %	4 000	3 977	3 994
Province du Nouveau-Brunswick	2023-06-02, 2,85 %	600	590	625
Ville de Montréal	2025-09-01, 3,00 %	2 500	2 511	2 544
Ville de Toronto	2018-06-27, 4,95 %	3 000	3 085	3 167
Total obligations provinciales, municipales ou garanties		177 935	160 693	158 943
Obligations d'institutions financières (13,2 %)				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2018-06-06, 6,00 %	2 000	2 062	2 121
	2020-07-14, 1,85 %	2 155	2 152	2 160
Banque de Montréal	2021-10-28, 1,61 %	5 000	4 974	4 901
	2022-03-16, 2,12 %	5 300	5 278	5 294

¹Ce titre est garanti par la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations d'institutions financières (suite)				
Banque Nationale du Canada	2020-03-03, 1,74 %	1 300	1 300	1 300
Banque Royale du Canada	2018-12-11, 2,77 %	2 800	2 859	2 871
	2019-04-26, 1,40 %	8 500	8 509	8 496
	2020-07-17, 1,92 %	3 350	3 349	3 363
	2022-03-02, 1,97 %	1 900	1 900	1 880
	2023-12-05, 2,33 %	2 500	2 500	2 480
Banque Scotia	2018-03-22, 2,24 %	75	75	76
	2018-05-01, 1,33 %	9 179	9 178	9 188
	2021-12-02, 1,90 %	1 700	1 700	1 686
	2026-12-02, 2,62 %	1 400	1 400	1 384
Banque Toronto-Dominion	2018-07-09, 5,83 %	4 000	4 138	4 247
	2021-06-08, 1,68 %	3 600	3 604	3 572
	2021-12-22, 2,62 %	6 000	6 101	6 159
	2023-07-18, 1,91 %	1 800	1 801	1 750
Caisse centrale Desjardins	2020-03-02, 1,75 %	5 400	5 376	5 401
CI Financial	2021-10-25, 2,78 %	1 700	1 700	1 698
Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers	2018-11-29, 2,93 %	400	400	406
	2019-02-21, 2,81 %	2 500	2 539	2 539
Crédit Ford du Canada	2020-05-07, 2,45 %	2 950	2 946	2 944
Crombie Real Estate Investment Trust	2021-06-01, 3,96 %	160	161	162
Fiducie d'actifs BNC	2020-06-30, 7,45 %	250	273	287
Fiducie de placement immobilier Canadian Tire	2025-03-09, 3,53 %	900	900	902
	2026-03-01, 3,29 %	1 000	1 000	968
Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix	2021-02-08, 3,50 %	2 000	2 071	2 084
	2022-06-20, 3,60 %	1 175	1 201	1 222
Financière Manuvie	2019-04-08, 7,77 %	2 200	2 357	2 480
Financière Sun Life	2019-07-02, 5,70 %	1 000	1 027	1 098
	2021-08-23, 4,57 %	400	400	442
First Capital Realty	2023-10-30, 3,90 %	1 700	1 728	1 773
Fonds de placement immobilier Cominar	2019-06-21, 3,62 %	1 725	1 739	1 755
Fonds de placement immobilier Riocan	2022-05-30, 3,75 %	775	775	808
Granite Real Estate Investment Trust	2023-09-30, 3,87 %	1 000	1 000	1 001
Great-West Lifeco	2018-03-21, 6,14 %	1 500	1 508	1 584
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers	2022-02-23, 2,64 %	300	300	297
Intact Financial Corporation	2021-08-18, 4,70 %	1 000	1 082	1 111
John Deere Canada Funding	2020-07-13, 1,60 %	2 250	2 247	2 230
	2020-09-17, 2,05 %	750	757	754
RBC Trust Capital Securities	2018-06-30, 6,82 %	1 000	1 041	1 072
Société Financière Daimler Canada	2018-03-26, 2,27 %	385	385	389
	2018-10-02, 1,42 %	4 600	4 590	4 590
Société Financière IGM	2019-04-08, 7,35 %	1 850	1 966	2 070
Toyota Credit Canada	2020-02-19, 1,80 %	2 450	2 450	2 452
	2020-05-20, 2,05 %	1 400	1 400	1 410
	2021-07-21, 1,75 %	700	699	690
Total obligations d'institutions financières		107 979	108 898	109 547
Obligations de sociétés (7,4 %)				
Algonquin Power & Utilities Corp.	2022-02-15, 4,65 %	750	776	796
Alimentation Couche-Tard	2025-03-02, 3,60 %	1 625	1 625	1 662
Alliance Pipeline	2019-12-16, 4,93 %	1 000	1 044	1 050

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations de sociétés (suite)				
AltaGas	2024-10-15, 3,84 %	1 000	1 043	1 036
	2026-01-07, 4,12 %	300	300	313
AltaLink	2023-11-06, 3,67 %	1 000	1 024	1 086
	2026-02-28, 2,75 %	1 625	1 634	1 618
Bell Canada	2022-09-03, 3,00 %	3 200	3 192	3 282
	2022-12-22, 3,35 %	2 700	2 855	2 807
	2026-05-12, 2,90 %	3 000	2 960	2 895
BMW Canada	2018-11-26, 2,27 %	2 000	2 016	2 028
	2021-06-15, 1,83 %	400	400	396
Brookfield Asset Management	2023-03-31, 4,54 %	1 053	1 071	1 132
	2023-12-08, 5,04 %	1 700	1 699	1 869
Brookfield Renewable Energy	2025-03-02, 3,75 %	750	750	757
BRP Finance	2018-11-05, 5,25 %	2 425	2 545	2 570
Bruce Power LP	2021-06-23, 2,84 %	300	300	304
Canadian Natural Resources	2020-08-14, 2,89 %	2 000	2 027	2 024
Canadian Utilities	2022-11-09, 3,12 %	775	754	817
Compagnies Loblaw	2023-06-12, 4,86 %	2 200	2 384	2 462
Dollorama	2018-11-05, 3,10 %	220	222	225
Enbridge	2019-02-22, 4,10 %	1 000	1 022	1 046
	2019-09-02, 4,77 %	60	63	64
	2022-12-05, 3,19 %	400	389	410
Enbridge Gas Distribution	2026-05-05, 2,50 %	1 250	1 259	1 212
Enbridge Pipelines	2026-05-10, 3,00 %	1 500	1 487	1 481
Enercare Solutions	2020-02-03, 4,60 %	400	419	419
Fortis	2023-10-12, 2,85 %	1 030	1 030	1 029
FortisAlberta	2024-06-30, 3,30 %	250	250	261
Hydro One	2019-11-18, 1,48 %	500	500	499
	2020-04-30, 1,62 %	2 000	1 992	1 998
	2021-02-24, 1,84 %	600	600	601
Inter Pipeline	2023-07-13, 2,61 %	125	125	123
	2024-12-24, 3,17 %	1 000	1 000	1 005
Lower Mattagami Energy	2021-05-18, 4,33 %	300	316	330
Magna International Inc.	2022-11-15, 3,10 %	1 000	1 000	1 023
North West Redwater Partnership	2022-01-23, 2,10 %	1 000	985	997
Pembina Pipeline Corporation	2022-10-24, 3,77 %	900	915	942
	2026-05-11, 3,71 %	250	250	251
Reliance	2019-03-15, 5,19 %	1 600	1 661	1 666
	2020-09-15, 3,81 %	700	702	702
Rogers Communications	2023-12-13, 4,00 %	800	797	860
Saputo	2023-09-21, 2,83 %	1 500	1 500	1 498
Sobeys	2018-08-08, 3,52 %	400	402	404
Superior Plus	2017-12-09, 6,50 %	1 000	1 049	1 045
TELUS Corporation	2022-02-28, 2,35 %	4 750	4 725	4 715
	2024-01-02, 3,35 %	1 000	1 016	1 024
Teranet Income Fund	2020-12-16, 4,81 %	550	587	594
Toronto Hydro Corporation	2023-01-10, 2,91 %	1 000	1 022	1 036
TransAlta	2019-11-18, 6,40 %	250	250	266
	2020-11-25, 5,00 %	500	504	513
Videotron	2025-03-15, 5,63 %	1 950	1 934	2 004

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations de sociétés (suite)				
West Coast Energy Inc.	2025-09-08, 3,77 %	559	560	578
Total obligations de sociétés		60 147	60 932	61 725
Total obligations		600 895	582 651	580 336
Instruments de marché monétaire (2,7 %)				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2017-07-06, 1,05 %	900	896	896
	2017-11-17, 1,02 %	1 000	991	991
Banque de Montréal	2017-05-15, 0,93 %	900	898	898
	2017-05-31, 0,88 %	1 000	996	996
Banque Nationale du Canada	2017-01-27, 0,76 %	1 000	999	999
	2017-03-30, 0,81 %	900	898	898
Banque Royale du Canada	2017-05-01, 0,89 %	552	550	550
	2017-09-08, 0,95 %	1 200	1 192	1 192
Banque Scotia	2017-06-07, 0,95 %	800	797	797
	2017-08-14, 0,97 %	1 100	1 093	1 093
Banque Toronto-Dominion	2017-11-06, 1,03 %	1 900	1 883	1 883
Gaz Métro	2017-03-14, 0,84 %	1 900	1 897	1 897
Gouvernement du Canada	2017-01-04, 0,50 %	3 200	3 200	3 200
Honda Canada Finance	2017-05-03, 0,87 %	1 500	1 495	1 495
Province de l'Ontario	2017-12-06, 0,74 %	600	596	596
Société de transport de Montréal	2017-04-17, 0,90 %	1 900	1 895	1 895
Toyota Credit Canada	2017-05-16, 1,03 %	1 900	1 893	1 893
Total instruments de marché monétaire		22 252	22 169	22 169
Contrats de change (0,0 %)				
Caisse centrale Desjardins	2017-03-31, 1,3360 \$ CA/\$ US	82 300	0	- 433
Total contrats de change		82 300	0	- 433
				Nombre de parts
Fonds d'actions mondiales (12,6 %)				
Fonds Desjardins IBrix Actions mondiales à faible volatilité cat. I		4 641	51 797	53 100
Fonds Desjardins Mondial de dividendes cat. I		2 692	50 743	51 986
Total fonds d'actions mondiales			102 540	105 086
				Nombre de parts
Fonds immobilier (7,7 %)				
Fonds CORE Fiera Immobilier		21	22 427	23 145
Fonds immobilier canadien de prestige Bentall Kennedy		5 402	40 125	40 973
Total fonds immobilier			62 552	64 118

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

Description		Nombre d'actions	Coût \$	Juste Valeur \$
Actions privilégiées (7,2 %)				
Banque de Montréal	Perpétuelle, 3,39 %	173 400	4 439	4 295
Banque Nationale du Canada	Perpétuelle, 3,80 %	25 000	606	616
Banque Royale du Canada	Perpétuelle, 3,52 %	131 100	3 352	3 251
	Perpétuelle, 4,45 %	61 000	1 562	1 534
	Perpétuelle, 4,50 %	118 600	2 965	2 980
	Perpétuelle, 4,60 %	92 100	2 346	2 317
	Perpétuelle, 4,70 %	15 700	394	396
	Perpétuelle, 5,50 %	30 000	750	808
Banque Scotia	Perpétuelle, 2,06 %	130 000	3 267	2 724
	Perpétuelle, 3,61 %	50 000	1 270	1 227
	Perpétuelle, 5,25 %	16 000	412	400
	Perpétuelle, 5,60 %	170 000	4 458	4 296
Banque Toronto-Dominion	Perpétuelle, 3,60 %	40 000	963	892
	Perpétuelle, 3,70 %	2 100	41	48
	Perpétuelle, 3,75 %	93 600	2 200	1 814
	Perpétuelle, 4,90 %	50 000	1 123	1 240
Brookfield Asset Management	Perpétuelle, 4,40 %	30 000	480	619
	Perpétuelle, 4,50 %	112 860	2 890	2 457
	Perpétuelle, 4,75 %	23 800	466	507
	Perpétuelle, 4,80 %	20 000	519	413
Canadian Utilities	Perpétuelle, 4,50 %	50 000	1 245	1 356
	Perpétuelle, 4,90 %	40 000	1 018	934
Corporation Financière Power	Perpétuelle, 2,70 %	77 800	1 970	949
	Perpétuelle, 4,20 %	29 700	757	621
	Perpétuelle, 6,00 %	95 000	2 528	2 447
Financière Manuvie	Perpétuelle, 2,18 %	107 500	2 746	1 537
	Perpétuelle, 3,90 %	56 300	1 274	1 126
	Perpétuelle, 4,00 %	9 100	225	196
	Perpétuelle, 4,40 %	13 300	354	299
	Perpétuelle, 4,50 %	35 900	867	777
	Perpétuelle, 4,60 %	36 300	761	864
	Perpétuelle, 5,60 %	15 000	375	404
Financière Sun Life	Perpétuelle, 4,45 %	10 000	223	214
	Perpétuelle, 4,50 %	25 000	565	535
	Perpétuelle, 4,75 %	137 500	3 050	3 128
	Perpétuelle, 4,80 %	60 300	1 482	1 380
Fortis	Perpétuelle, 3,88 %	6 300	138	118
	Perpétuelle, 4,75 %	52 300	1 132	1 183
Great-West Lifeco	Perpétuelle, 2,18 %	40 000	629	572
	Perpétuelle, 4,50 %	45 000	1 084	969
	Perpétuelle, 4,85 %	50 000	1 185	1 134
Husky Energy	Perpétuelle, 4,60 %	100 000	2 471	2 295
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers	Perpétuelle, 4,60 %	15 000	243	330
Intact Financial Corporation	Perpétuelle, 3,33 %	45 600	1 119	962
TransCanada	Perpétuelle, 3,80 %	47 200	862	1 038
	Perpétuelle, 4,25 %	83 600	1 607	1 652
Total actions privilégiées			64 413	59 854
Total autres investissements (100,0 %)			834 325	831 130

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût
effectués par des fonds spécialisés et partenaires

Au 31 décembre 2016

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2016	Capital croissance PME s.e.c.	50,00				
	Abitibi-Témiscamingue					
	2637-1914 Québec inc. (Télévision J.R.)	-	-	41	-	41
	9207-6553 Québec inc. (Pizzeria Noranda)	-	37	-	-	37
	9265-0381 Québec inc. (Barbin Sport)	-	50	-	-	50
	Abitibi Géophysique inc.	-	224	-	-	224
	Centre du ressort Lamarche inc.	-	17	-	-	17
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	97	-	-	97
	Hôtel Forestel Val d'Or inc.	-	840	-	-	840
	Integra Gold Corp.	45	-	-	-	45
	Location Lauzon inc.	-	120	-	-	120
	Ressources Cartier inc.	83	-	-	-	83
	Total Abitibi-Témiscamingue	128	1 385	41	-	1 554
	Bas-Saint-Laurent					
	9048-3538 Québec inc. (Matane Honda) (9244-9396 Québec inc.)	-	119	-	-	119
	Autobus Dionne inc. (Transport A.S.D.)	-	-	10	-	10
	Entreprises d'Auteuil & fils inc. (Les)	-	-	62	-	62
	Gestion Rima 2013 inc. (Sani-Manic inc.)	-	-	342	-	342
	Impressions Soleil (Les) - 3089-8522 Québec inc.	-	-	65	-	65
	Total Bas-Saint-Laurent	-	119	479	-	598
	Capitale-Nationale					
	9101-2492 Québec inc. (Centre médical Le Mesnil)	-	97	-	-	97
	Alimentation Francis Gravel inc.	-	43	-	-	43
	Collection Papillon Gemme inc.	-	-	20	-	20
	Éditions Gladius International inc.	-	-	37	-	37
	LA VUE par Laforce inc.	-	-	90	-	90
	LA VUE Pierre-Bertrand inc.	-	-	43	-	43
	LA VUE Thetford Mines inc.	-	-	35	-	35
	Pavages Nordic inc.	-	275	-	-	275
	Planifika inc.	-	-	162	-	162
	Radio-Onde inc.	750	-	-	-	750
	Total Capitale-Nationale	750	415	387	-	1 552
	Centre-du-Québec					
	2543-6205 Québec inc. (Groupe MBI)	-	-	510	-	510
	2681871 Canada inc. (Voyages Escapades Victoriaville)	-	111	-	-	111
	9224-7519 Québec inc. (Peinture Can-Lak inc.)	-	-	365	-	365
	Fromagerie L'Ancêtre inc.	-	214	-	-	214
	Total Centre-du-Québec	-	325	875	-	1 200

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2016	Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00				
	Chaudière - Appalaches					
	3R Com inc. (8580430 Canada inc.)	-	129	-	-	129
	Autobus Fleur de Lys inc.	-	-	-	132	132
	Décoplex inc.	-	-	-	308	308
	Entreprises de services BCE Pharma inc. (Les)	-	-	-	81	81
	Fenêtres Sélection inc.	-	71	-	-	71
	Gesdix inc.	-	167	-	-	167
	Humaco Acoustique inc. (anc. Gyptech Acoustique inc.)	-	158	-	-	158
	Investissements Mika inc. (Les)	-	-	-	279	279
	Plomberie Ste-Croix inc.	-	-	-	10	10
	Productions Horticoles Demers (Les)	250	-	-	-	250
	Serres Demers inc. (Les)	-	-	-	350	350
	Ultima Fenestration inc.	-	-	-	110	110
	Umano Medical inc.	-	110	-	-	110
	Total Chaudière - Appalaches	250	635	1 270	2 155	2 155
	Côte-Nord					
	9160-7671 Québec inc. (Pétroles MB)	600	-	-	-	600
	9304-8254 Québec inc.	404	-	-	-	404
	Benoit Vigneault Itée	-	-	-	62	62
	Carrosserie Baie-Comeau inc.	-	-	-	94	94
	Centre des congrès de Sept-Iles	-	-	-	96	96
	Construction Leclerc et Pelletier inc.	-	-	-	62	62
	Entreprises G.M. Mallet inc. (les)	-	-	-	110	110
	Express Havre St-Pierre Itée	-	-	-	93	93
	Hôtel Motel Le Q'Artier des Îles inc.	-	156	-	-	156
	Santerre Électrique inc.	-	26	-	193	219
	Sécurgence inc.	-	203	-	-	203
	Total Côte-Nord	1 004	385	710	2 099	2 099
	Estrie					
	6358331 Canada inc. (Sherbrooke OEM Itée)	459	-	-	-	459
	Certi Auto inc.	-	-	-	235	235
	Innotex inc.	-	228	-	-	228
	L.P. Royer inc.	-	752	-	-	752
	Pieux Vistech - Postech inc.	-	500	-	-	500
	Plastech inc.	-	-	-	60	60
	S.E.2 inc.	125	-	-	-	125
	Total Estrie	584	1 480	295	2 359	2 359
	Fonds					
	Fonds Prêt à Entreprendre, s.e.c.	582	-	-	-	582
	Total Fonds	582	-	-	-	582

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2016	Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00				
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					
	Ateliers CFI Métal inc. (Les)	-	138	-	-	138
	Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-	138	-	-	138
	Laval					
	8376905 Canada inc. (Paramédic)	-	231	-	-	231
	Total Laval	-	231	-	-	231
	Mauricie					
	9210-3563 Québec inc. (Groupe E. Morel)	-	-	189	-	189
	Ateliers de l'électro-ménager R. Vallée inc.	75	-	105	-	180
	Investissements Bédard-Hallé inc.	-	-	659	-	659
	Louis Lafrance & fils ltée	-	17	-	-	17
	Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	-	421	-	-	421
	Résidence Le Soleil Levant inc.	-	82	-	-	82
	Total Mauricie	75	520	953	-	1 548
	Montérégie					
	3087-9894 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	770	-	770
	4304047 Canada inc. (RX Santé)	-	75	-	-	75
	9008-7826 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	770	-	770
	9120-6094 Québec inc. (Lanla)	-	90	-	-	90
	9223-5845 Québec inc. (Autobus Dufresne)	-	-	285	-	285
	C.R.S./Vamic inc.	-	4	-	-	4
	Câbles Ben-Mor inc. (Les)	-	-	1 100	-	1 100
	Comax, coopérative agricole	1 400	-	-	-	1 400
	Énergie P38 inc.	-	-	150	-	150
	Fibres Serden inc. (Les)	-	58	-	-	58
	Galenova inc. et Gentes et Bolduc Pharmaciens inc.	-	-	1 016	-	1 016
	Hygie Canada inc.	-	-	483	-	483
	Industries M.R. inc. (Les)	-	-	131	-	131
	Plomberie St-Luc inc.	-	480	-	-	480
	Pneus Langelier inc.	-	4	-	-	4
	Total Montérégie	1 400	711	4 705	-	6 816

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2016	Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00			
	Montréal				
	9106-7645 Québec inc. (Vidéo MTL)	-	1 223	-	1 223
	9228-6384 Québec inc. (Sid Lee Technologies)	-	-	900	900
	9273-3443 Québec inc. (CLS Info)	-	32	-	32
	Aéronav inc.	-	72	-	72
	Alta Précision inc.	1 250	-	850	2 100
	Balcon Idéal inc.	-	289	-	289
	Chaussures STC inc. (Les)	250	-	741	991
	Cime Décor inc.	-	-	351	351
	CTA de Negotium	-	903	-	903
	DEK Canada inc.	-	722	-	722
	Ge-ber Transport inc.	-	-	127	127
	GME Experts en sinistres inc.	-	-	57	57
	LVL Studio inc.	625	-	756	1 381
	M.C. Crystal inc.	-	-	35	35
	Senez & Associés CPA inc.	-	-	167	167
	Sid Lee inc.	-	-	576	576
	Source Évolution inc.	358	-	494	852
	Total Montréal	2 483	3 241	5 054	10 778
	Nord-du-Québec				
	9223-3196 Québec inc. (Rona)	-	156	-	156
	Corporation Éléments Critiques	13	-	-	13
	Exploration Midland inc.	77	-	-	77
	Némaska Lithium inc.	9	-	-	9
	Ressources GéoMégA inc.	20	-	-	20
	Total Nord-du-Québec	119	156	-	275
	Outaouais				
	Gestion S. Kelly (Métro Kelly)	300	-	500	800
	Jacques Poirier et Fils Ltée	-	-	142	142
	Total Outaouais	300	-	642	942

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances	
				\$	
31-12-2016	Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00			
	Saguenay-Lac-Saint-Jean				
	2737-2895 Québec Inc. (Distribution Fromagerie Boivin)	-	-	363	363
	4145275 Canada inc. (Chlorophylle)	600	-	167	767
	8439117 Canada inc. (Récupère Sol)	-	481	-	481
	9244-7770 Québec inc. (Voie Maltée)	-	-	158	158
	Ambulance Médilac inc.	-	89	-	89
	Cervo-Polygaz inc.	-	-	51	51
	Clinique médicale privée Opti-Soins inc.	150	460	-	610
	Cuisines G.B.M. inc. (Les)	-	56	-	56
	Denis Lavoie & fils ltée	-	-	281	281
	Garage Georges Beaudoin inc.	-	-	79	79
	Institut d'échafaudage du Québec (9020-4983 Québec inc.)	-	-	292	292
	Location A.L.R. inc.	198	-	-	198
	Matelas Lion d'or inc.	-	24	-	24
	Messagerie du Fjord inc.	-	312	-	312
	Métatube (1993) inc.	-	169	-	169
	Sécuor inc.	-	172	-	172
	Sports Guy Dumas inc.	36	-	-	36
	Théka Industries inc.	-	180	-	180
	Total Saguenay-Lac-Saint-Jean	984	1 943	1 391	4 318
		8 659	11 684	16 802	37 145
	Fonds engagés mais non déboursés				386
	Total Capital croissance PME s.e.c.				37 531

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2016	Capital croissance PME II s.e.c.	50,00			
	Abitibi-Témiscamingue				
	9063-7547 Québec inc. (Usinage Laquerre)	800	896	-	1 696
	9207-6553 Québec inc. (Pizzeria Noranda)	-	-	23	23
	9222-0201 Québec inc. (Location Dumco)	-	165	-	165
	9308-7294 Québec inc. (Service Mécanique Gilbert inc.)	-	-	86	86
	Abitibi Géophysique inc.	-	146	-	146
	Ace services mécaniques inc.	-	86	-	86
	Agence de sécurité Mirado inc.	-	92	-	92
	Autobus Maheux Itée (Les)	-	1 200	-	1 200
	Centre du ressort Lamarche inc.	-	53	-	53
	Construction Gaston Proulx et Frères inc.	-	75	170	245
	Gestion Martin Dandurand inc.	-	93	-	93
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	217	-	217
	Menuiserie Jalbert inc.	-	125	-	125
	Probe Metals inc. (anc. Adventure Gold inc.)	88	-	-	88
	Ressources Cartier inc.	38	-	-	38
	Ressources Falco Itée	61	-	-	61
	Ressources minières Radisson inc.	52	-	-	52
	Ressources Yorbeau inc. (Les)	52	-	-	52
	Total Abitibi-Témiscamingue	1 091	3 148	279	4 518
	Bas-Saint-Laurent				
	9164-1134 Québec inc. (Kia Matane)	-	-	174	174
	9188-1441 Québec inc. (Caravane Rimouski)	-	159	-	159
	Bouffard Sanitaire inc.	-	-	368	368
	Gestion AFM-Séma inc.	512	250	-	762
	Gestion Brasa inc.	-	298	1 500	1 798
	Gestion Rima 2013 inc. (Sani-Manic inc.)	-	-	99	99
	Location Jesna inc.	-	-	190	190
	Total Bas-Saint-Laurent	512	707	2 331	3 550

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2016	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Capitale-Nationale				
	9265-1934 Québec inc. (Centurion Fondation)	-	-	271	271
	9295-4874 Québec inc. (Maison de l'homéopathie de Québec)	-	196	-	196
	9348-0648 Québec inc. (Gestion C.C. Blouin inc.)	-	-	175	175
	Capilex-Beauté Itée	-	-	547	547
	DMB Distribution alimentaire inc.	1 313	300	-	1 613
	Entreprises Pol R inc.	2 363	-	-	2 363
	Lasertech industries inc.	-	300	-	300
	Matériaux Blanchet inc.	-	-	2 017	2 017
	Menuiserie R. Légaré inc.	-	-	192	192
	Multi Options Nursing inc.	-	196	-	196
	Panthera Dental inc.	-	200	-	200
	Ruchers Promiel inc. (Les)	-	412	-	412
	Total Capitale-Nationale	3 676	1 604	3 202	8 482
	Centre-du-Québec				
	9324-9605 Québec inc. (Préscolaire Vision)	83	-	-	83
	Avantag Canada inc.	-	100	447	547
	Davinci Compass inc.	-	-	443	443
	Distribution Pro-Excellence	-	450	-	450
	Fromagerie L'Ancêtre inc.	-	147	-	147
	Lacal Technologie inc.	-	345	-	345
	NMédia Solutions inc.	-	119	-	119
	Reflec inc.	-	419	-	419
	Sipromac II inc.	-	-	341	341
	Total Centre-du-Québec	83	1 580	1 231	2 894
	Chaudière - Appalaches				
	9333-1460 Québec inc. (Résidence intermédiaire Fortier)	-	144	-	144
	Acriart inc.	-	-	110	110
	Équipements Supérieurs inc.	-	614	-	614
	F. Charest Itée	-	858	-	858
	Groupe Audaz inc.	-	150	-	150
	Humaco Acoustique inc. (anc. Gyptech Acoustique inc.)	-	196	-	196
	I. Thibault Inc.	-	225	-	225
	Industries et équipements Laliberté Itée (Les)	-	642	-	642
	Productions Horticoles Demers (Les)	187	-	-	187
	Techno-Moules P.L.C. inc.	-	-	75	75
	Total Chaudière - Appalaches	187	2 829	185	3 201

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2016	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00				
	Côte-Nord					
	9074-9664 Québec inc.	-	-	114	-	114
	9160-7671 Québec inc. (Pétroles MB)	-	200	-	-	200
	Caroline Tremblay, CPA inc.	-	-	147	-	147
	Construction Leclerc et Pelletier inc.	-	-	125	-	125
	Total Côte-Nord	-	200	386	-	586
	Estrie					
	2731-1471 Québec inc. (Les Fruits et légumes de l'Estrie)	-	184	-	-	184
	6358331 Canada inc. (Sherbrooke OEM Itée)	-	240	-	-	240
	Éco-Pak inc. (9316-3251 Québec inc.)	-	-	600	-	600
	Industries C.P.G. Gagné Itée	-	127	-	-	127
	Innotex inc.	-	225	-	-	225
	Khrome Produit - Transport (KPT) inc.	-	381	-	-	381
	Nautic & Art inc.	-	-	422	-	422
	Palettes Perron inc.	-	250	-	-	250
	Pieux Vistech - Postech inc.	-	125	-	-	125
	Réparations SOS Lift inc.	-	-	100	-	100
	S.E.2 inc.	25	-	-	-	25
	Sherlic inc.	350	-	-	-	350
	Spécialités industrielles Sherbrooke inc.	-	123	-	-	123
	Total Estrie	375	1 655	1 122	-	3 152
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					
	9088-6086 Québec inc. (Subaru New Richmond)	-	-	198	-	198
	Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-	-	198	-	198
	Lanaudière					
	9350-9776 Québec inc. (Cryos Technologies Inc.)	732	418	-	-	1 150
	Artotech Intégration inc.	-	122	-	-	122
	Centre Nouvelle-Vie (Pavillon Lanaudière)	-	-	292	-	292
	Produits de Métal Pointech inc.	-	-	250	-	250
	Total Lanaudière	732	540	542	-	1 814
	Laurentides					
	9317-5602 Québec inc. (Marché Leblanc inc.)	-	500	-	-	500
	Alimenteurs Orientech inc.	-	187	-	-	187
	Entreprise Technoflex ESR inc.	350	413	-	-	763
	Jean-Jacques Campeau inc.	2 000	-	-	-	2 000
	Total Laurentides	2 350	1 100	-	-	3 450

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2016	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Laval				
	Aliments Marina Del Rey inc.	-	444	-	444
	Groupe Lumain inc.	-	-	2 140	2 140
	Norseco inc.	-	484	-	484
	Total Laval	-	928	2 140	3 068
	Mauricie				
	9256-9037 Québec inc.	-	-	128	128
	Aliments Prémont inc.	-	291	-	291
	Maison Isabelle inc.	-	225	-	225
	Placements Le Belvédère inc.	-	1 043	375	1 418
	Total Mauricie	-	1 559	503	2 062
	Montérégie				
	3087-9894 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	525	525
	9008-7826 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	525	525
	9020-5758 Québec inc. (AVRIL)	-	1 500	-	1 500
	9120-6094 Québec inc. (Lanla)	-	250	-	250
	Acema Importations inc.	-	162	-	162
	Alarme S.P.P. inc.	-	-	129	129
	Autobus Dufresne inc.	-	150	-	150
	Brosses Lacasse inc. (Les)	-	-	192	192
	Constructions 3P inc.	-	430	-	430
	Contek Shilstone inc.	-	525	-	525
	Éclairages Électroniques C.B.M. inc. (Les)	-	240	-	240
	Galenova inc. et Gentès et Bolduc Pharmaciens inc.	-	-	1 000	1 000
	Groupe Bertrand Éditeurs inc.	-	-	262	262
	Groupe Grégor inc.	-	-	1 250	1 250
	Groupe Helios inc.	1 500	984	-	2 484
	Habitations Deschênes et Pépin inc. (Les)	-	302	-	302
	Industries B. Rainville inc.	-	-	400	400
	Logicmed inc.	-	-	325	325
	MTL Technologies inc.	-	448	-	448
	Placements F.I. inc.	-	442	-	442
	Pro Action Diesel inc.	-	-	255	255
	Rotoplast inc.	-	550	-	550
	Total Montérégie	1 500	5 983	4 863	12 346

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2016	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Montréal				
	3236013 Canada inc. (Planète Mobile)	-	-	500	500
	9041-9680 Québec inc. (Alco Transport)	-	125	-	125
	9168-5909 Québec inc. (Piknic Électronik inc.)	-	-	238	238
	9303-6408 Québec inc. (Atelier d'usinage de précision Innova)	-	-	169	169
	C.R.H. Oral Design inc.	-	425	-	425
	C.T.M. Adhesive inc.	-	707	-	707
	Datsit Studios inc.	-	230	-	230
	Éditions Info Presse inc.	-	394	-	394
	Exploration Azimut inc.	100	-	-	100
	Exploration Khalkos inc.	50	-	-	50
	Faspac Plastiks inc.	-	500	-	500
	Groupe Bugatti inc. (Le)	-	1 500	-	1 500
	Groupe Gorski Itée	-	1 000	-	1 000
	Hibernum Créations inc.	-	1 650	-	1 650
	JSS Recherche Médicale inc.	2 000	467	-	2 467
	Leeza Distribution inc.	500	1 000	-	1 500
	Masdel inc.	725	1 338	-	2 063
	Oboxmedia inc.	-	381	-	381
	Reftech international inc.	-	-	293	293
	TV5 Québec Canada	-	-	1 075	1 075
	Total Montréal	3 375	9 717	2 275	15 367
	Nord-du-Québec				
	Corporation aurifère Monarques	32	-	-	32
	Corporation Tomagold	80	-	-	80
	Entreprises minières du Nouveau Monde	111	-	-	111
	Exploration Dios inc.	16	-	-	16
	Exploration Midland inc.	75	-	-	75
	Ressources Beaufield inc.	17	-	-	17
	Ressources GéoMégA inc.	164	-	-	164
	Ressources Sirios inc.	144	-	-	144
	Total Nord-du-Québec	639	-	-	639

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2016	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Saguenay-Lac-Saint-Jean				
	130395 Canada Inc. (Nordex inc.)	1 875	-	-	1 875
	2526-0100 Qc inc. (Terrassement J. Fortin)	-	-	442	442
	2737-2895 Québec Inc. (Distribution Fromagerie Boivin)	-	-	191	191
	2956-7062 Québec inc. (NAPA La Baie)	-	88	-	88
	9165-8021 Québec inc. (Transport R.C.I.)	-	200	-	200
	9216-3146 Québec inc. (Micro Brasserie du Saguenay)	-	-	111	111
	9244-7770 Québec inc. (La Voie Maltée)	-	-	56	56
	9283-9034 Québec inc. (Pexal Tecalum Canada)	-	182	-	182
	9328-9486 Québec inc.	390	309	-	699
	Cervo-Polygaz inc.	-	-	246	246
	Clinique médicale privée Opti-Soins inc.	-	135	-	135
	Communications Télésignal inc.	338	-	-	338
	DERYtelecom inc.	-	-	2 500	2 500
	Équipements Villeneuve inc.	-	500	-	500
	Fenêtres Réjean Tremblay inc. (Les)	-	340	-	340
	Flash Néon inc. - Enseignes Ste-Marie	-	-	183	183
	Foresco Holding inc.	-	250	-	250
	Gestion R. et G.G. inc.	2 000	-	-	2 000
	Imprimeurs Associés ICLT-Commerciale inc. (Les)	-	150	-	150
	Industries G.R.C. inc. (Les)	-	151	-	151
	Mermax inc.	-	-	186	186
	Messagerie du Fjord inc.	-	40	-	40
	Sécuor inc.	-	210	-	210
	Taimi R & D inc.	-	257	-	257
	Transport Réal Villeneuve inc.	-	275	-	275
	Total Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 603	3 087	3 915	11 605
		19 123	34 637	23 172	76 932
	Fonds engagés mais non déboursés				5 429
	Total Capital croissance PME II s.e.c.				82 361

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité) Au 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements	Total \$	
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances		
				\$		
31-12-2016	Desjardins – Innovatech S.E.C.	54,49				
	7525443 Canada inc. (Inflotrox)		362	197	-	559
	9088-9148 Québec inc. (Usinage SM)		-	71	-	71
	9274-4192 Québec inc. (Boisaco)		758	-	-	758
	9493662 Canada inc. (Ananda Devices)		-	70	-	70
	Achronix Semiconductor Corporation		-	-	-	-
	Airex Énergie inc.		545	-	204	749
	Alaya Soins inc.		-	70	-	70
	Albert Perron inc.		695	-	-	695
	AxesNetwork Solutions inc.		1 933	-	-	1 933
	Biocéan Canada inc.		273	54	-	327
	Biomomentum inc.		-	79	-	79
	Bouffard Sanitaire inc. et Acier Bouffard inc.		-	38	-	38
	CmLabs Simulations inc.		817	-	-	817
	Laboratoires Delve inc.		-	209	-	209
	E2Metrix inc.		272	-	50	322
	EMcision International inc.		-	70	-	70
	Emerillon Capital s.e.c.		5 120	-	-	5 120
	Emovi inc.		-	71	-	71
	Éocycle Technologies inc.		1 305	-	-	1 305
	Fonds Entrepia Nord, s.e.c. (Le)		305	-	-	305
	Groupe Icible inc.		-	163	-	163
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group		-	236	-	236
	Gullivert Technologies inc.		109	-	-	109
	Hortau inc.		-	-	318	318
	Imagia Cybernétique inc.		648	-	637	1 285
	Indalo Studio inc.		-	35	-	35
	Innomalt inc.		-	170	-	170
	Ionodes inc.		316	-	-	316
	Laboratoire M2 inc.		-	545	-	545
	Laserax inc.		-	654	-	654
	LeddarTech inc.		831	-	136	967
	LVL Global inc.		191	-	368	559
	Mayer Intégration inc.		-	97	-	97
	nGUVU Technologies inc.		817	-	-	817
	Ocera Therapeutics inc.		94	-	-	94
	Optina Diagnostiques inc.		-	70	-	70
	OptoSecurity inc.		-	100	-	100
	Prevtec Microbia inc.		1 174	136	-	1 310
	Produits forestiers LAMCO inc.		311	-	-	311
	Rekruti Solutions inc.		-	138	-	138
	Ressources Nippon Dragon inc.		255	-	-	255
	Société de gestion de projets Ecotierra inc.		-	147	-	147
	Solutions Interactives de validation 88 inc.		272	180	-	452
	SweetIQ Analytics Corp.		545	-	545	1 090
	Technologies Innovatrices d'imagerie inc.		817	-	-	817
	Technologies Inocucor inc.		768	-	681	1 449

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité) Au 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2016	Desjardins – Innovatech S.E.C. (suite)	54,49			
	Technologies Intelia inc.	234	-	-	234
	Systèmes Médicaux Thoraciques Thorasys inc.	-	141	-	141
	TSO3 inc.	772	-	-	772
	Vantrix Corporation	-	-	-	-
	VIMAC Early Stage Fund L.P.	610	-	-	610
		<u>21 149</u>	<u>3 741</u>	<u>2 939</u>	<u>27 829</u>
	Fonds engagés mais non déboursés				<u>9 484</u>
	Total Desjardins - Innovatech S.E.C.				<u>37 313</u>

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2016	Société en commandite Essor et Coopération	94,55			
	Agropur Coopérative	4 727	-	-	4 727
	Central Café - Coop de solidarité	189	-	-	189
	Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable	4 727	-	-	4 727
	Club coopératif de consommation d'Amos	946	-	-	946
	Coopérative Actionnaire Les Paramédics d'Urgence Bois-Francis	-	829	-	829
	Coopérative de travailleurs actionnaire de TEC	-	245	-	245
	Coopérative forestière de Petit Paris	-	946	-	946
	Coopérative Vision-Éducation	756	-	-	756
	Fédération des coopératives funéraires du Québec	419	-	-	419
	Fédération québécoise des coopératives forestières	364	-	-	364
	La Coop fédérée	4 727	-	-	4 727
	La Coop Uniforce	946	-	-	946
	Magasin Général Saint-Fidèle, Coop de solidarité	-	54	-	54
	Unicoop Coopérative agricole	1 418	-	-	1 418
	Vivaco Groupe coopératif	946	-	-	946
		<u>20 165</u>	<u>2 074</u>	<u>-</u>	<u>22 239</u>
	Fonds engagés mais non déboursés				<u>6 132</u>
	Total Société en commandite Essor et Coopération				<u>28 371</u>

Ce répertoire non audité détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement d'une valeur supérieure à 10M\$ et par des fonds partenaires où elle détient un pourcentage de participation égal ou supérieur à 50 % et qui respectent les critères prévus par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.

